

CHAPITRE XII: LA CONTRIBUTION FONDATRICE ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE D'ADAM SMITH

Alain Béraud

Introduction: Origines et diversité de l'œuvre de Smith

La tradition présente souvent Adam Smith (1723-1790) comme le fondateur de l'économie politique¹. Il n'est guère possible de la suivre, car cette thèse ne conduit pas seulement à ignorer certaines analyses majeures, elle nous pousse à une lecture partielle et fautive de Smith. On ne peut interpréter convenablement Adam Smith en passant sous silence l'influence qu'eurent sur lui, par exemple, Francis Hutcheson (1694-1746) et David Hume: c'est d'abord en faisant la synthèse d'une multiplicité d'approches que Smith a fait œuvre originale. On ne peut isoler arbitrairement *La Richesse des Nations* et faire fi des liens qui l'unissent aux textes philosophiques de Smith. Même si ceux-ci ont été souvent oubliés, leur lecture permet de mieux comprendre la portée et la signification de sa théorie économique.

L'économie politique considérée dans ses rapports avec la morale et la philosophie

C'est à travers les cours qu'il donnait à Edimbourg sur *la Rhétorique et les Belles Lettres* que Smith se fit d'abord connaître, c'est grâce à la publication de la *Théorie des Sentiments Moraux* qu'il connut la notoriété. Comment et pourquoi ce philosophe qui avait fondé sa réputation sur l'analyse de la «sympathie» est-il devenu l'auteur d'un ouvrage où les agents ne semblent mus que par l'intérêt personnel? Telle était la question, «Das Smith problem», que posaient les historicistes allemands. Selon eux, l'évolution de la pensée de Smith traduisait l'influence des matérialistes français, d'Helvétius et de d'Holbach. La comparaison de la première édition de *la Théorie des Sentiments Moraux* (1759) et de la dernière (1790), qui est postérieure à la publication de *la Richesse des Nations*, montre que, si la réflexion de Smith s'est infléchie, sa thèse centrale reste inchangée. L'opposition que soulignaient

¹Je remercie Antoine Rebeyrol pour les critiques qu'il a adressées à une version antérieure de ce texte.

Hildebrand et Knies entre les deux principaux ouvrages de Smith n'apparaît donc pas fondée.

Dès lors, c'est la formulation même de la question qui doit être corrigée et c'est sur les implications des *Sentiments Moraux* pour l'interprétation de *la Richesse des Nations* qu'il convient de s'interroger (Diatkine, 1991). L'unité de ces deux ouvrages réside dans le postulat fondamental sur lequel s'appuie la pensée de Smith: «la conservation et la propagation de l'espèce sont les grands buts que la nature s'est proposée dans la formation de tous les genres animaux» (Smith, 1759, p. 87). Pour atteindre ce résultat, elle n'a pas cru devoir faire confiance à la raison de l'homme, «elle l'a douée d'un sentiment immédiat et d'instinct [...] comme le meilleur moyen d'atteindre ce but» (Smith, 1759, p. 87). Cette option philosophique explique l'importance qu'accorde Smith à l'analyse des comportements humains.

Il ne faut pas pour autant ranger Smith parmi les utilitaristes et supposer qu'il a adopté la démarche qui sera, plus tard, celle de Bentham (1748-1832) et de James Mill (1773-1836). Rechercher le plaisir et éviter les peines n'est pas pour lui le motif de toute action humaine. La psychologie que Smith prête aux hommes est plus complexe. Elle n'est pas individualiste, mais repose, au contraire, sur la prise en compte de la place de l'homme dans la société: «C'est la vanité qui est notre but, non le bien-être ou le plaisir; et notre vanité est toujours fondée sur la certitude que nous avons d'être l'objet de l'attention et de l'approbation des autres» (Smith, 1759, p.54). Si tel est le ressort qui anime les hommes, on comprend qu'il est impossible de le réduire à la recherche de l'intérêt personnel et qu'il est parfaitement compatible avec des sentiments de pitié et de compassion, car nous prêtons toujours plus d'attention aux jugements des autres qu'à nos propres sentiments.

Réciproquement, il convient de souligner que, dans *la Théorie des Sentiments Moraux*, Smith ne considère pas, même si certaines de ses expressions peuvent induire en erreur, la «sympathie» comme un sentiment qui susciterait l'action des hommes. Pour lui, la «sympathie» est le sentiment qui explique l'origine et la nature des jugements moraux, l'approbation et la désapprobation de nos actions et de celles des autres. C'est elle qui nous permet d'apprécier la pertinence d'un acte, de savoir s'il est adapté ou non à la cause qui le produit, s'il est, pour cette raison, bon ou mauvais. Elle nous permet aussi d'en mesurer le mérite, de savoir s'il est digne de récompense ou s'il doit, au contraire, susciter le châtement. Ainsi, l'opposition que décrivait Buckle entre *la Richesse des Nations* qui étudierait les tendances égoïstes des hommes et *La Théorie des Sentiments Moraux* qui analyserait leurs sentiments altruistes est mal fondée. Dans l'un comme dans l'autre ouvrage, ce qui est l'objet de tous les mouvements des hommes, c'est l'espoir d'être remarqué, d'être approuvé, d'être regardé avec sympathie. Il n'y a pas dans la pensée de Smith une opposition entre le comportement du sujet économique et celui de l'homme «moral».

Si les analyses de *la Richesse des Nations* et de *la Théorie des Sentiments Moraux* paraissent parfois contradictoires, c'est pour une raison plus profonde. L'oeuvre de Smith est un plaidoyer en faveur d'un capitalisme libéral. Or, Smith garde vis-à-vis du système qu'il préconise une attitude très critique. Quand,

dans la *Théorie des Sentiments Moraux*, il avance l'idée qu'une société reposant sur la justice et sur l'échange marchand peut se perpétuer même s'il n'existe entre ses membres aucun rapport de bienveillance réciproque, il laisse clairement entendre qu'une telle société est, à ses yeux, dépréciée, car elle ne favorise pas le développement des qualités morales les plus hautes. Dans l'abstrait, le principe de la bienveillance est, sans aucun doute, supérieur au principe mercantile. Dans *la Richesse des Nations*, cette critique de la société marchande est reprise et amplifiée. Il est tout à fait significatif que Smith juge nécessaire de montrer que la division du travail, si elle est l'élément crucial du développement de l'économie marchande, est, en même temps, source d'aliénation et d'appauvrissement de l'homme.

Si, malgré ces réserves, Smith plaide en faveur des sociétés marchandes, c'est pour deux raisons. Un système qui reposerait sur les seuls sentiments altruistes ne pourrait survivre, car rien ne viendrait obliger les individus à se plier au jugement moral que leur dicte la sympathie. «Les vertus bienfaites embellissent l'édifice de la société mais n'en sont pas la base» (Smith, 1759, p. 98). Ainsi, la première raison est négative, seule la contrainte pourrait permettre à une société fondée sur la bienveillance de se maintenir. La seconde est positive. Si Smith souhaite le triomphe du capitalisme libéral, c'est qu'il pense que son développement entraînera l'instauration d'un système de liberté politique (Smith, 1776, p. 412). On retrouve ainsi la conclusion de Cropsey selon laquelle Adam Smith défend la société marchande parce qu'elle rend la liberté possible: «On peut interpréter la position de Smith en disant que le commerce donne naissance à la liberté et à la civilisation et qu'en même temps des institutions libérales sont indispensables pour préserver le commerce. Si les avantages de la société marchande sont suffisamment affirmés dans l'opinion générale, la liberté et la civilisation la suivront automatiquement et les hommes seront peut-être disposés à défendre la civilisation, pas nécessairement par amour de la liberté, mais par amour du commerce et du gain» (Cropsey, 1957, p. 95).

Si les rapports entre la *Théorie des Sentiments Moraux* et *la Richesse des Nations* ont fait l'objet d'un ample débat, plus rares sont les historiens de la pensée économique qui se sont intéressés aux *Essais philosophiques*, recueil qui fut édité après la mort de Smith et qui rassemble des œuvres de jeunesse, sans doute écrites avant 1752. On trouve pourtant dans ces textes, et plus particulièrement dans les trois essais réunis sous le titre «*Les principes qui conduisent et dirigent les recherches philosophiques*», des indications précieuses sur la façon dont Smith concevait l'activité scientifique. Selon lui, le développement de la philosophie est l'effet du progrès économique. Le sauvage, l'homme primitif ne se soucient pas de découvrir ces chaînes cachées qui unissent ensemble les phénomènes naturels. Ils supposent que tout événement qui, par sa beauté ou sa grandeur, son utilité ou sa malfaisance, est assez considérable pour attirer leur attention et dont la marche n'est pas parfaitement régulière, est provoqué par l'action d'un pouvoir invisible et volontaire (Smith, 1795, p. 49). Cette conviction est à l'origine du polythéisme. Quand leur subsistance devient moins précaire, les loisirs, dont ils disposent, les rendent plus attentifs aux irrégularités de la nature et ils cherchent à construire une chaîne qui permette de lier entre eux ces divers phénomènes.

C'est l'événement, la surprise, l'admiration qui vont susciter l'activité philosophique. «C'est donc l'étonnement, et non l'attente d'aucun avantage attaché à de nouvelles découvertes, qui est le premier principe qui pousse l'humanité à l'étude de la philosophie, de cette science qui prétend révéler les rapports cachés qui unissent les diverses apparences de cette nature. et les hommes poursuivent cette étude pour elle-même [...] sans égard pour les instruments de nombreux autres plaisirs qu'elle leur procure» (Smith, 1795, p. 50). La surprise est décrite comme un sentiment ou une passion voisine de la douleur. Si l'esprit prend plaisir à remarquer la ressemblance qu'il discerne entre divers objets, la surprise est cette curiosité incertaine et anxieuse que provoque l'apparition d'un phénomène nouveau, différent de ceux qui ont déjà été observés. Ainsi, comme toutes les activités humaines, l'étude philosophique n'est guidée ni par l'utilité, ni par la raison, mais bien par la passion.

Si l'étonnement est une souffrance, la philosophie est un moyen de calmer cette douleur: son but ultime n'est pas une vérité que nul ne saurait atteindre, mais le repos et la tranquillité de l'imagination. Un système philosophique est une création humaine, une machine inventée pour connecter dans l'esprit les phénomènes concrets qui ont été observés et dont les irrégularités, si elles restaient inexplicées, provoqueraient une surprise. Il ne dévoile pas l'essence des choses, il la représente. Dès lors, il n'est guère possible d'appliquer à la science le critère du vrai ou du faux. La méthodologie de Smith est essentiellement conventionnaliste: la beauté, l'ordre, l'harmonie du système important autant que sa vérification. Plus précisément, celle-ci est un des éléments du plaisir esthétique que procure le système. Si celui-ci laissait réapparaître des irrégularités, il provoquerait la surprise et l'étonnement qui, à leur tour, susciteraient une nouvelle recherche. Cette analyse conduit à écarter la thèse qui soutient que Smith était un empiriste. Elle permet d'éclairer le projet que poursuit Smith des cours qu'il professait à Edimbourg jusqu'à *la Richesse des Nations*: expliquer, à partir de quelques principes simples, le fonctionnement d'ensemble de la société humaine en proposant une représentation logique de l'interaction des divers éléments qui la constituent.

D'Hutcheson à Smith: le rôle de la tradition philosophique écossaise dans la formation de la pensée smithienne

Ainsi, l'œuvre de Smith apparaît comme un tout cohérent, comme une analyse globale des divers aspects juridiques, linguistiques, moraux et économiques de la société. Elle met en évidence la possibilité de l'existence d'un système où le rôle de l'Etat est réduit pour l'essentiel à l'élaboration des règles du droit et à l'administration de la justice et de la défense. Cette construction théorique repose, à l'image de la mécanique newtonienne, sur quelques principes élémentaires. L'idée fondamentale est que l'homme est mu par la passion plutôt que par la raison, qu'il cherche à occuper dans la société une place où il soit considéré. Smith déduit de cette thèse les règles qui régissent la société.

Au cours de la longue période durant laquelle il élaborait progressivement son analyse, Smith fut soumis à bien des influences: celle de Locke et de David Hume mais aussi celle des philosophes français du 18^{ème} siècle (Rousseau et Montesquieu), des physiocrates et de Turgot. Celle qu'exerça sur lui Francis Hutcheson mérite cependant une attention particulière, car c'est à travers son enseignement que Smith prit connaissance des travaux qui s'appuient sur la notion de droit naturel et qui jouèrent un rôle crucial dans la formation de sa pensée.

On a souvent noté (Thomson, 1965) que la tradition philosophique écossaise avait profondément influencé les premiers économistes classiques. Francis Hutcheson (1694-1746) a, dans le siècle des Lumières, en Ecosse, une importance que l'on ne doit pas sous-estimer même si elle tient moins à l'originalité de sa pensée qu'à la fonction d'intermédiaire qu'il remplit entre Smith et l'école du droit naturel. En effet, il avait été lui-même l'étudiant, à Glasgow, de Gershom Carmichael (1672(?)-1729), traducteur et commentateur de Samuel von Pufendorf (1632-1694). En 1730, il revint à Glasgow où il fut nommé professeur de philosophie morale et où il eut pour étudiant Adam Smith.

Il est important de souligner le rôle que jouèrent Carmichael et Hutcheson en introduisant dans les Universités écossaises les idées de Grotius et de Pufendorf. Contre les thèses calvinistes qui déduisaient le droit d'une volonté divine impénétrable et inaccessible à la raison humaine, contre les théoriciens de la monarchie absolue, Grotius (1583-1645) avança l'idée qu'il existe une loi naturelle qu'il est possible de découvrir par la raison seule et que cette loi constitue le modèle idéal auquel les lois positives, la politique et le comportement individuel doivent se conformer. Ainsi, à l'encontre de ceux qui affirmaient que la loi repose sur une toute puissance absolument inconnaissable et de ceux qui, sous l'influence de Machiavel, soutenaient que rien ne peut venir limiter le pouvoir de l'Etat, Grotius affirma une thèse radicalement nouvelle: il existe un droit qui passe avant toute puissance humaine ou divine et qui en est indépendant. Ainsi, les lois naturelles peuvent être déduites directement de la nature sociale de l'homme. Grotius, en montrant que la source de la connaissance juridique est la raison, opère, dans le droit, une révolution comparable à celle que Galilée avait accomplie dans la physique.

Intégrer cet apport dans la philosophie dominante en Ecosse au 18^{ème} siècle n'allait pas de soi, car l'apriorisme des théoriciens du droit naturel va à l'encontre de l'empirisme issu des travaux de Locke et de l'idée chère aux philosophes écossais selon laquelle l'homme est mu par les passions plutôt que par la raison. Hutcheson réalisa entre ces trois influences une synthèse fragile en affirmant que les jugements éthiques des hommes découlent non de la raison mais d'un sens moral. Bien que Smith écarte cette notion dans la *Théorie des Sentiments Moraux*, sa démarche s'inspire très étroitement de celle d'Hutcheson.

En marge de la théorie du droit naturel, Grotius et Pufendorf avaient développé les éléments d'une analyse économique, en particulier dans le domaine de la théorie des prix (Lapidus, 1986, p. 45 et suivantes). Hutcheson continue leur œuvre et son système de philosophie morale contient toute une série

de réflexions sur la division du travail, les prix et le taux d'intérêt. En lisant ces développements, on peut mieux apprécier l'étendue de la dette de Smith vis-à-vis de ses devanciers et montrer que son œuvre n'est pas seulement une synthèse des analyses antérieures.

Hutcheson voit dans une organisation sociale du travail deux avantages. Le premier est que certaines tâches, qui ne pourraient pas être menées à bien par des travaux indépendants, peuvent être réalisées grâce à un travail collectif. Le second découle de la possibilité d'augmenter l'adresse et la dextérité des travailleurs en assignant à chacun une tâche spécifique. Ces remarques ont sans doute été un des textes qui attirèrent l'attention de Smith sur les effets de la division du travail; cependant les deux approches sont différentes. En insistant sur l'aspect dynamique du problème, en montrant que la division du travail peut susciter l'invention, Smith aborde une question que Hutcheson n'envisageait pas. Mais surtout, les analyses de Smith et d'Hutcheson concernent des domaines différents. Alors qu'Hutcheson étudie les effets d'une répartition des tâches entre paysans et travailleurs indépendants, Smith met l'accent sur les conséquences de la division du travail à l'intérieur de la manufacture.

Hutcheson analyse la valeur dans des termes voisins de ceux qu'avaient utilisés Pufendorf et Carmichael. Pour avoir une valeur, un bien doit avoir un usage. «Mais les prix ou les valeurs dans le commerce ne découlent pas du tout de l'usage réel ou de l'importance des biens pour conserver la vie ou procurer des plaisirs naturels [...] Si nous supposons que le bien peut être utile à l'homme, nous verrons que le prix des marchandises dépend conjointement de deux facteurs, la *demande* pour tel ou tel usage que beaucoup de personnes désirent et la *difficulté* de les acquérir ou de les cultiver pour servir aux besoins des hommes» (Hutcheson, 1755, p. 53-54). La difficulté d'obtenir le bien dépend, elle-même, de la quantité de travail nécessaire pour le produire, de la situation sociale de celui qui le fabrique et de la rareté des matières premières utilisées. Dans les cours de Glasgow, Smith adopte un point de vue voisin mais son analyse évoluera progressivement de façon à tenir compte des profits et de la rente. Sa relation entre les prix, la demande et les conditions de l'offre sera présentée de façon bien différente dans la *Richesse des Nations*.

Dans le domaine monétaire, la contribution la plus importante d'Hutcheson est son analyse de la détermination du taux d'intérêt. Il prend pour point de départ cette remarque que certains biens — la terre, les troupeaux — portent naturellement des fruits. Le propriétaire de ces biens recevra, en raison de cette caractéristique, un loyer, s'il les prête. Mais, s'il en est ainsi, le propriétaire de choses naturellement stériles pourra réclamer un intérêt pour leur prêt, car il aurait pu, au lieu de les prêter, utiliser son argent pour acquérir des biens naturellement productifs. Le taux d'intérêt varie selon l'état du commerce et la quantité de monnaie. Il sera plus élevé dans les pays neufs où de grands profits peuvent être réalisés avec de faibles sommes. Il sera plus faible là où les perspectives de gains sont réduites. Quand la quantité de monnaie croît, le taux d'intérêt des prêts diminue, ce qui incite les hommes à acquérir des terres. La hausse des prix réduira le taux de rente et les individus devront se contenter d'un taux d'intérêt plus

faible. Cette présentation ingénieuse des relations entre phénomènes monétaires et réels est proche de certaines des thèses que l'on attribue aux «mercantilistes». Elle ne sera ni reprise ni même discutée par Smith qui, sur ce point, adoptera la conception réelle du taux d'intérêt développée par David Hume.

Il est indéniable que l'enseignement d'Hutcheson a profondément marqué Smith. La comparaison du plan que suit Hutcheson dans son *Introduction à la philosophie morale* (1747) et des œuvres de Smith illustre bien la parenté de leur démarche. Cependant, Smith a profondément transformé les thèses de son maître et, au moins sur certaines questions, les divergences qui apparaissent entre Smith et Hutcheson ont des implications beaucoup plus fondamentales que les similitudes que l'on peut observer entre leurs pensées (W.L. Taylor, 1965, p. 72). Hutcheson reste proche des thèses «mercantilistes» contre lesquelles Smith s'élèvera vigoureusement.

A posteriori, on est tenté de décrire l'activité scientifique de Smith, en tant qu'économiste, comme l'intégration de multiples analyses partielles dans un système original où elles prendront une signification nouvelle. L'organisation du système lui-même est tout à fait apparente dans le plan de *la Richesse des Nations*. Le point de départ de l'analyse est banal puisqu'il est celui de Platon dans *la République*: la spécialisation accroît l'efficacité du travail. De cette prémisse, on a longtemps déduit l'idée que l'intervention de l'Etat est nécessaire pour coordonner l'activité des producteurs indépendants et pour favoriser la croissance. Smith va chercher à montrer que cette conclusion est sans fondement et qu'une économie marchande laissée à elle-même conduit à une allocation efficace des ressources et à un développement conforme à l'ordre naturel des progrès de l'opulence qui maximise le revenu net et le niveau de l'emploi.

La première question est celle de la formation des prix et de la distribution du revenu dans une économie marchande. La division du travail une fois développée, chaque homme ne produit qu'une faible fraction des biens qu'il consomme et acquiert sur le marché les biens nécessaires à sa subsistance. Longtemps, les économistes avaient pensé que l'Etat avait, dans ce domaine, un rôle d'organisateur et devait intervenir pour éviter les fluctuations erratiques des prix. En fait, une législation complexe avait été mise en place pour surveiller le marché, organiser l'approvisionnement et maintenir les prix des biens les plus indispensables, notamment des grains, dans des limites étroites. En montrant que la production s'adapte à la structure de la demande, en mettant en évidence le caractère auto-régulateur du marché, Smith cherche à établir que ces interventions sont inutiles.

La seconde question est celle de la croissance. L'Etat avait cherché à protéger les industries nationales contre la concurrence étrangère, à assurer des débouchés à la production, à orienter l'investissement vers les secteurs prioritaires. Aux yeux de Smith, ces mesures ont été des entraves au progrès, car la concurrence dirige spontanément les capitaux vers les secteurs où ils donnent naissance au plus grand revenu, où ils assureront l'emploi du plus grand nombre de travailleurs productifs. De surcroît, il est vain

d'espérer qu'une balance commerciale excédentaire stimulera l'activité productive et l'emploi.

La troisième question est celle de la monnaie. L'intervention de l'Etat était ici jugée nécessaire pour maintenir le taux d'intérêt à un niveau compatible avec le développement de l'investissement et pour contrôler l'activité bancaire. Smith rejette cette politique. Il soutient qu'il est vain d'espérer qu'une augmentation de la masse monétaire réduira les taux d'intérêt dont le niveau est déterminé par la richesse de la nation et le rythme de l'accumulation. Il montre que l'établissement de quelques règles simples —en particulier de la convertibilité— suffit pour éviter une émission excessive de billets. Ainsi l'Etat ne doit pas chercher à jouer le rôle de surintendant de l'activité économique. Il doit se borner à assurer une administration correcte de la justice, à défendre la société contre les agressions extérieures, à créer les ouvrages et les établissements publics nécessaires au progrès du commerce qui ne peuvent pas naître de l'initiative privée. La plupart de ces dépenses peuvent être payées par une participation de ceux qui en bénéficient. Celles qui retombent sur le budget général doivent être financées par l'impôt, car une augmentation de la dette publique ne pourrait que réduire l'emploi de travailleurs productifs.

1 - L'économie comme système auto-régulé

L'objet du livre 1 de *la Richesse des Nations* est double. Smith y analyse «les causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail et l'ordre suivant lequel les produits se distribuent naturellement dans les différentes classes du peuple ». Dans un premier temps, il montre que la richesse d'une nation — mesurée par le revenu par tête— dépend principalement de la division du travail. Ainsi, les progrès de la richesse impliquent une spécialisation croissante des hommes. Mais, si un travailleur est confiné dans quelques tâches, il doit acquérir les biens qu'il consomme dans l'échange et c'est seulement si celui-ci est un processus efficace qu'il pourra bénéficier de l'augmentation du produit rendu possible par la division du travail. Ainsi Smith est conduit, dans un second temps, à étudier l'efficacité de la coordination marchande de l'activité des agents. Il montre que les prix de marché gravitent autour des prix naturels et que la quantité de travail dépensée pour produire une marchandise s'adapte toujours naturellement à la demande effective. La division du travail accroît le revenu sans exiger une coordination administrative de l'activité des hommes: celle-ci tend spontanément à produire les quantités de biens qui sont demandées.

1.1 - La division du travail

L'effet de la division du travail sur la productivité est lié à trois phénomènes qu'un article de l'Encyclopédie, attribué à Diderot, avait mis en évidence:

- l'augmentation de la dextérité de chaque travailleur particulier,
- l'épargne du temps qui est habituellement perdu quand on passe d'une espèce de travail à une autre,
- l'invention d'un grand nombre de machines qui facilitent et abrègent le travail et permettent à un seul homme de faire le travail de beaucoup.

Cette typologie permet d'exposer les divers types d'avantages que l'on peut espérer tirer de la division du

travail. La description que Smith fait du fonctionnement d'une fabrique d'épingles met en avant des économies statiques internes à la firme. Cependant, Smith souligne la possibilité de l'existence d'économies dynamiques internes à l'entreprise. Elles naissent dans un processus d'apprentissage qui permet, par exemple, à un forgeron spécialisé dans la fabrication de clous d'en produire cinq fois plus qu'un ouvrier ordinaire.

C'est seulement dans certaines activités que ces avantages apparaissent. Ils sont moins marqués dans l'agriculture que dans l'industrie et sont particulièrement importants dans la production des objets de consommation destinés à la masse du peuple. Bien que Smith n'analyse pas de façon systématique les effets de l'existence d'économies d'échelle sur la concurrence et la formation des prix, il note néanmoins (1776, p. 130) que, dans les petites villes, le commerce ne peut pas toujours s'étendre proportionnellement à l'activité en raison de l'étroitesse du marché. Ainsi, le taux de profit y est plus élevé que dans la capitale. Le contexte suggère toutefois que la taille optimale est atteinte assez tôt pour que son effet sur les profits reste limité.

L'aspect sans doute le plus original de la pensée de Smith est de souligner que les progrès même de la connaissance résultent de la division des tâches. La relation entre la division du travail et l'introduction de nouvelles techniques apparaît à deux niveaux. Smith imagine qu'un ouvrier spécialisé dans une tâche particulièrement simple saura concevoir les outils qui rendront son travail plus aisé et plus bref. Mais, il remarque aussi que, dans une société avancée, les fonctions de réflexion deviendront l'occupation unique d'une classe sociale spécifique dont chaque membre ne s'intéressera qu'à un domaine étroit. «Chaque individu deviendra plus expert dans sa branche particulière, plus de travail sera fait dans l'ensemble et la quantité de science sera considérablement accrue» (Smith, 1776, p. 22). Ainsi, la recherche scientifique est analysée comme une activité productive qui est, elle-même, soumise à des rendements d'échelle croissants.

Ce n'est pas dans la sagesse humaine qu'il faut chercher l'origine de la division du travail, mais dans «le penchant qui porte les hommes à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre» (Smith, 1776, p. 25). Cette proposition, pour discutable qu'elle paraisse, est typique d'une démarche qui cherche à expliquer l'organisation de la société par un petit nombre de principes caractéristiques de la nature humaine. Elle vise à écarter l'idée selon laquelle le développement des échanges et les progrès corrélatifs de la division du travail seraient les résultats de la volonté humaine, d'un calcul rationnel, thèse profondément opposée à la tradition philosophique qui considère que les hommes sont menés par leurs passions plutôt que par la raison. Pour fonder sa position, Smith s'appuie sur l'idée que les avantages de la division du travail sont les conséquences d'un processus dynamique. La diversité des talents des individus n'est pas innée, elle est, pour la plus grande part, acquise. Ainsi, les avantages de la division du travail n'apparaissent que progressivement durant le processus d'apprentissage. Les hommes, en se spécialisant, ne les anticipent pas mais obéissent à la logique de la société marchande.

Certains traits caractéristiques de la théorie smithienne de la croissance trouvent leur origine dans l'idée qu'un élargissement du marché permet d'approfondir la division du travail et de réduire les coûts de production. «L'augmentation de la demande [...] même si elle peut parfois initialement accroître le prix des biens, ne manque jamais d'entraîner leur baisse à long terme. Elle encourage la production et accroît donc la concurrence des producteurs qui, pour vendre moins cher l'un que l'autre, ont recours à un approfondissement de la division du travail et à de nouvelles améliorations techniques auxquelles ils n'auraient pas pu penser autrement» (Smith, 1776, p. 748). La dynamique de la croissance peut donc se développer de façon cumulative. Une augmentation de la demande entraîne une baisse des coûts de production qui permet une accélération de l'accumulation. Même si l'existence de ressources rares vient freiner et borner ce processus, la menace d'un état stationnaire apparaît moins immédiate que chez Ricardo et Malthus.

La croissance n'est cependant pas sans coût: l'approfondissement de la division du travail confine la plupart des travailleurs dans une ou deux opérations simples. Ainsi, ils n'ont guère l'occasion d'exercer leur intelligence et leur imagination; «ils perdent donc naturellement l'habitude de leur usage et deviennent généralement aussi stupides et ignorants qu'il est possible à une créature humaine de le devenir» (Smith, 1776, p. 782). Smith propose de développer l'instruction populaire pour compenser les effets de la division du travail, tout en notant qu'un tel remède reste mal adapté et insuffisant. On a, ici, un exemple classique où l'Etat doit intervenir pour corriger les échecs du marché.

1.2. La théorie des prix

A la fin du XVIII^e siècle, les tentatives de renouvellement de la théorie des prix se sont développées dans deux directions. Turgot (1769 b, p. 245) et Condillac (1776, p. 14) analysèrent un échange bilatéral pour déterminer le prix ou la valeur appréciative des choses. Cantillon (1756, p. 17 et 24) et Turgot (1769 a, p. 227) partent de l'étude des coûts de production pour expliquer la valeur intrinsèque ou le prix fondamental des marchandises. Adam Smith adopte cette seconde approche: si sa démarche est profondément novatrice, elle s'inspire indéniablement des travaux de Grotius et de Pufendorf et de l'enseignement d'Hutcheson.

Dans une œuvre qui s'intéresse avant tout à la croissance et au développement, il est justifié de mettre l'accent sur les phénomènes de longue période. On peut donc supposer que la mobilité des facteurs est telle que leur rémunération est identique dans les diverses activités. Ainsi, le *prix naturel* est égal au *coût de production*, c'est-à-dire à la somme des rentes, des profits et des salaires qu'il faut verser pour produire la marchandise et l'amener sur le marché, les gains de chaque facteur étant les mêmes dans les diverses industries. C'est autour de cette idée centrale que se forme la problématique de Smith et que s'articulent les trois questions clefs auxquelles il s'efforce de répondre dans les chapitres 5, 6 et 7 de *la Richesse des Nations*. Quel est le prix réel des marchandises? Comment se détermine le prix naturel ? Quel est le rapport entre le prix de marché et le prix naturel des biens ?

1.2.1. *Le travail commandé comme mesure du prix réel des marchandises*

La valeur d'échange est le pouvoir d'acheter d'autres marchandises que possède le propriétaire d'un bien. C'est, par définition, quelque chose de relatif et son évolution a une signification ambiguë. Supposons que la monnaie est constituée d'or et que le prix monétaire du drap diminue. Cette variation peut être due à la variation de sa valeur «intrinsèque», à une baisse de la demande ou à une réduction de ses coûts de production. Mais elle peut tout aussi bien refléter l'épuisement des mines d'or ou une augmentation de la demande d'encaisses monétaires. Rendre plus transparente l'évolution des prix peut être l'objectif que l'on poursuit en choisissant un numéraire. On s'efforce alors de faire en sorte que les fluctuations de la valeur d'un bien reflètent seulement l'évolution des coûts de sa production et des conditions de sa demande. Cette démarche sera celle de Ricardo; pour lui, une marchandise est un étalon invariable seulement si elle est toujours produite «dans les mêmes conditions» et si sa valeur ne dépend pas de la répartition du produit entre salaires et profits. Cette préoccupation est présente, dans *la Richesse des Nations*, (Smith, 1776, p. 51) mais l'analyse de Smith met l'accent sur une toute autre question, celle de la mesure de la richesse. La place que la question de l'étalon occupe dans l'argumentation illustre cette opposition: Malthus et Ricardo traitent de la nature et des causes de la valeur avant d'aborder le problème de sa mesure alors que, dans *la Richesse des Nations*, le chapitre sur le prix réel précède celui qui traite de la détermination du prix naturel.

Hobbes (1651, p. 82) disait de la richesse qu'elle est un pouvoir. Smith nuance cette idée en remarquant que celui qui hérite d'une grande fortune ne reçoit pas un pouvoir politique, mais seulement le droit d'acheter. Sa richesse est «un droit de commandement sur le travail d'autrui ou sur le produit du travail» (Smith, 1776, p. 48): un homme sera riche ou pauvre selon la quantité de travail qu'il peut acheter. Ainsi, la valeur réelle d'une marchandise pour celui qui la possède est la capacité qu'elle lui confère de rejeter sur autrui le travail. Inversement, la valeur réelle d'un bien pour celui qui veut l'acquérir est égale au temps de travail qu'il doit effectuer, non pour la produire, mais pour l'acheter.

Le *prix réel* d'une marchandise est la quantité de travail qu'elle peut commander, c'est-à-dire le rapport de son prix monétaire au taux de salaire. Smith justifie cette définition en notant que «des quantités égales de travail doivent être, dans tous les temps et dans tous les lieux, d'une valeur égale pour le travailleur» (Smith, 1776, p. 50). Par opposition, le prix monétaire d'un bien est son prix nominal. Tout bien, dont le prix varie comme le taux de salaire, peut servir d'étalon. Comme le salaire monétaire varie avec la fertilité des mines, les métaux précieux ne peuvent passer pour des étalons invariables. Par contre, comme les variations du prix du blé se répercutent sur le salaire, comme la quantité de travail nécessaire pour produire le blé est, en longue période, à peu près constante, le prix réel du blé est stable si on fait abstraction des fluctuations conjoncturelles. Ainsi, le blé apparaît comme un étalon invariable de valeur et Smith substitue son prix au salaire pour analyser les variations séculaires des prix.

Ricardo critiqua vivement cette thèse. Cependant, le raisonnement de Smith est exempt de toute contradiction logique. Mieux, si on admet les hypothèses de Smith, le blé et le travail sont, au sens de Ricardo, des étalons invariables. En effet, Smith suppose explicitement que le blé est produit par une quantité constante de travail. Dans ces conditions, les fluctuations du travail commandé par une marchandise reflètent bien, pour reprendre les termes de Malthus, celles de sa valeur intrinsèque, de son coût de production et des conditions de sa demande. Le salaire ne peut plus être considéré comme un étalon invariable par Ricardo, car il rejette ces hypothèses: il considère que le blé est produit par une quantité croissante de travail et que l'augmentation de son prix induit une modification de la répartition. L'objection qu'il adresse à Smith ne porte pas sur la cohérence logique du raisonnement mais sur la pertinence de ses hypothèses et sur leur généralité.

1.2.2. Les parties constituantes du prix des marchandises

Le prix naturel des marchandises est le prix juste suffisant pour inciter les producteurs à offrir une certaine quantité de marchandises dans une économie où les facteurs de production peuvent se déplacer librement d'une branche à l'autre. Dans la première ébauche de *la Richesse des Nations*, il se réduisait à la seule rémunération du travail: il se définissait, en effet, comme «le prix requis pour inciter un travailleur à exercer son activité dans une branche particulière» (Smith, 1762, p. 175). Cependant, dans la version définitive de *la Richesse des Nations*, Smith abandonne cette formulation et inclut la rente et les profits dans les coûts de production. Le prix naturel d'une marchandise «n'est ni plus, ni moins ce qu'il faut payer, suivant leurs taux naturels, et le fermage de la terre, et les salaires du travail, et les profits du capital employés à produire cette denrée, à la préparer et à la conduire sur le marché» (Smith, 1776, p. 72). Il oppose alors deux types de sociétés. «Dans cet état ancien et primitif, qui précède l'accumulation du capital et l'appropriation du sol», la valeur d'échange des marchandises est déterminée par la quantité de travail nécessaire pour les acquérir. Dans les sociétés modernes, où les travailleurs ne possèdent ni la terre qu'ils travaillent, ni les moyens de production qu'ils utilisent, les profits et la rente apparaissent au côté des salaires comme des parties constituantes du prix des marchandises.

Dans une économie où la totalité du produit revient aux travailleurs, le prix relatif des biens est déterminé par la quantité de travail qui, directement ou indirectement, est nécessaire pour les produire. Le prix réel d'une marchandise, la quantité de travail qu'elle commande, est égal à la quantité de travail incorporée en elle. «Par exemple, chez un peuple de chasseurs, s'il en coûte habituellement deux fois plus de peine pour tuer un castor que pour tuer un daim, naturellement un castor s'échangera contre deux daims ou vaudra deux daims» (Smith, 1776, p. 65).

Cette règle ne s'applique qu'aux sociétés où les travailleurs reçoivent la totalité du produit de leur labeur. Quand les capitaux s'accumulent dans les mains de quelques particuliers, ils cherchent à en tirer profit en embauchant des ouvriers. Lors de la vente de la marchandise, une fraction des recettes va au capitaliste qui a engagé ses fonds dans cette affaire: le produit du travail n'appartient plus tout entier à l'ouvrier, il

doit le partager avec son maître. Mais, il y a plus. Quand le sol est approprié, le propriétaire terrien demande une rente même pour le produit naturel du sol. Cette fraction forme la troisième constituante du prix des marchandises. La transformation des relations de propriété entraîne une modification du principe qui régit la formation des prix naturels. La théorie de la «valeur travail» ne s'applique qu'aux sociétés où la totalité du produit revient aux travailleurs. Dans les sociétés avancées, les prix naturels dépendent de la rente et des profits.

Si l'idée que le coût de production d'une marchandise constitue un minimum, au-dessous duquel le prix d'un bien ne peut durablement descendre, est commune à bien des économistes du 18^{ème} siècle, la formulation qu'adopte Smith marque une étape importante dans l'évolution de la pensée. C'est autour du texte de *la Richesse des Nations* que s'approfondira le débat au début du 19^{ème} siècle.

La définition que propose Smith des «sources primitives du revenu» ne va nullement de soi. L'idée que le profit est un revenu spécifique, différent par nature du salaire et de la rente, n'est apparue que tardivement dans la littérature économique; Smith la justifie en remarquant que le profit est proportionnel au capital avancé et non au travail d'inspection et de direction; mieux, il apparaît, même si ces tâches sont effectuées par un «commis principal». Le profit n'est pas réductible à la rémunération du travail de l'entrepreneur. Smith raisonne, le plus souvent, comme si le profit constituait un tout, même s'il reflète des éléments divers: l'intérêt, la couverture des risques, la rémunération du travail de l'entrepreneur. Toutefois, il admet, dans son étude de l'impact des impôts (Smith, 1776, p. 847), que ces diverses fractions sont hétérogènes et ne sont pas également taxables. Cependant, l'apport principal de Smith est de considérer le profit comme un coût qui doit être supporté pour que la marchandise soit produite.

Dès l'apparition de *la Richesse des Nations*, Hume (1776) rejeta l'idée que la rente est une partie constituante du prix des marchandises. La formulation de Smith le met, cependant, en grande partie, à l'abri de telles critiques. Il note, en effet, que la rente «entre dans le prix des marchandises de toute autre façon que les salaires et les profits. Des salaires et des profits élevés ou bas sont les causes d'un prix élevé ou faible; une rente élevée ou faible est l'effet du prix» (Smith, 1776, p.162). Plus précisément, un impôt sur les profits ou sur les salaires est répercuté sur les prix alors qu'un impôt sur les rentes est supporté par les propriétaires fonciers. Même si la présentation de Smith peut sembler ambiguë, elle reflète bien la nature de la rente. «Tout usager de la terre doit payer une rente, qui est un coût de production, pour détourner la terre d'autres utilisations; alors que, pour l'ensemble des emplois de la terre, la rente est résiduelle» (Stigler, 1976, p. 1209). Pour le producteur individuel, elle est un coût; au niveau du système, elle constitue un résidu dont le montant dépend de la demande. Quand on analyse le coût de production d'un bien, on doit y inclure la rente de la terre nécessaire pour le produire parce que le sol peut faire l'objet d'usages alternatifs et qu'il est nécessaire de payer son loyer quand on veut le cultiver pour y produire tel ou tel bien. Mais, globalement, cette analyse perd tout sens. Si on considère la production agricole comme un tout, la rente apparaît comme un résidu car l'offre de terre ne dépend pas

du loyer que les fermiers versent. Ainsi, un impôt sur la rente n'affecte pas le prix des produits.

On pourrait penser qu'il faut ajouter aux profits, aux salaires et à la rente, une quatrième partie qui permettrait de compenser l'usure et le vieillissement du capital. Smith explique qu'il n'en est rien et que la valeur des moyens de production se décompose elle-même en salaires, profits et rentes. Ainsi, en procédant de proche en proche, le prix d'un bien se résout entièrement entre ces trois catégories. Karl Marx (1861-3, p. 98; 1869-79, t.2, p. 730 et suivantes) critique vivement cette idée sans apporter néanmoins une preuve décisive. Sraffa (1960, p. 44 et p. 72) montre cependant que la procédure imaginée par Smith est correcte si chaque branche ne produit qu'un bien. Dans le cas de la production jointe, l'imputation des coûts à chacun des biens produits implique toutefois des difficultés qu'il n'est pas toujours possible de résoudre.

Si le prix de chaque bien se résout en salaire, profit et rente, il en est de même du produit global. Les autres revenus (les salaires des travailleurs improductifs, les loyers) doivent donc être considérés comme des revenus dérivés. Comme aucun produit tangible ne leur correspond, ils ne peuvent être inclus dans une définition smithienne du revenu.

Cette analyse de la formation des prix naturels permet à Smith d'apporter une solution nouvelle au paradoxe de l'eau et du diamant. Avant lui, bien des économistes et des philosophes —Pufendorf, Grotius, Law, Cantillon et Hutcheson notamment— avaient cherché à expliquer pourquoi l'eau, qui est la meilleure des choses, est si bon marché alors que le diamant, ornement inutile, est si cher. Leur réponse s'appuyait, le plus souvent, sur l'idée que le prix d'un bien dépend de la demande et de la quantité qui en est disponible. L'eau est bon marché, ou même gratuite, parce que la quantité d'eau excède la demande. Les diamants atteignent des prix élevés parce qu'ils sont rares. Smith avait repris cette thèse dans ses *Lectures on Jurisprudence*.

Il l'abandonne dans *La Richesse des Nations* et il reconstruit l'analyse en introduisant la distinction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange. Rien n'est plus utile que l'eau et sa valeur d'usage, si on prend ce terme dans un sens objectif, est grande. Cependant, il n'en coûte rien pour se la procurer. Sa valeur d'échange est nulle. Au contraire, le diamant n'est que frivolité. Sa valeur d'usage est faible. Mais, comme son coût de production est élevé, sa valeur d'échange est grande.

Cette opposition jouera un rôle central dans l'économie politique au dix-neuvième siècle, chez les classiques, mais aussi chez Marx. Elle ne sera abandonnée que bien tardivement puisqu'on peut en trouver l'écho même dans l'œuvre de Walras.

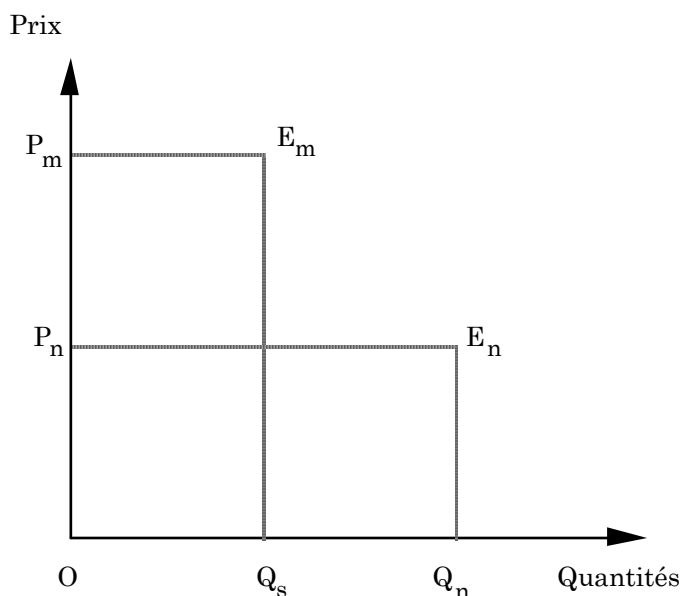
1.2.3.: Prix naturels et prix de marché

Ainsi, le prix naturel d'une marchandise est son coût de production y compris les profits normaux. Il est égal à la somme des salaires, des rentes et des profits qu'il faut payer, directement ou indirectement, pour produire la marchandise et l'amener sur le marché. Les taux de salaire, de rente et de profit qui interviennent dans son calcul sont des taux moyens, naturels qui dépendent eux-mêmes du niveau de la richesse et du taux d'accumulation. Durant l'analyse du processus de gravitation, ces taux sont tenus pour constants: un déséquilibre entre l'offre et la demande d'une marchandise particulière reste sans effet sur la rémunération des facteurs. Lorsque Cantillon (1755, p. 18) présente son concept de valeur intrinsèque, il suppose «qu'il n'y a jamais de variation dans la valeur intrinsèque des choses». Smith ne fait pas une telle hypothèse. Il admet que le prix naturel des objets manufacturés décroît avec la quantité produite en raison des économies d'échelle. Dans l'agriculture, l'épuisement des ressources naturelles peut induire une croissance des coûts moyens et des prix.

La définition du prix naturel repose sur le principe du coût d'opportunité. Si le producteur d'une marchandise vendait son produit au-dessous de son prix naturel, «il est évident qu'il perdrait à ce métier, puisqu'il aurait pu faire ce profit en employant son capital d'une autre manière» (Smith, 1776, p. 73). Ainsi, le prix naturel est le prix qui s'établit, à l'équilibre, si les facteurs de production sont libres de se déplacer, sans coût, d'une activité à une autre.

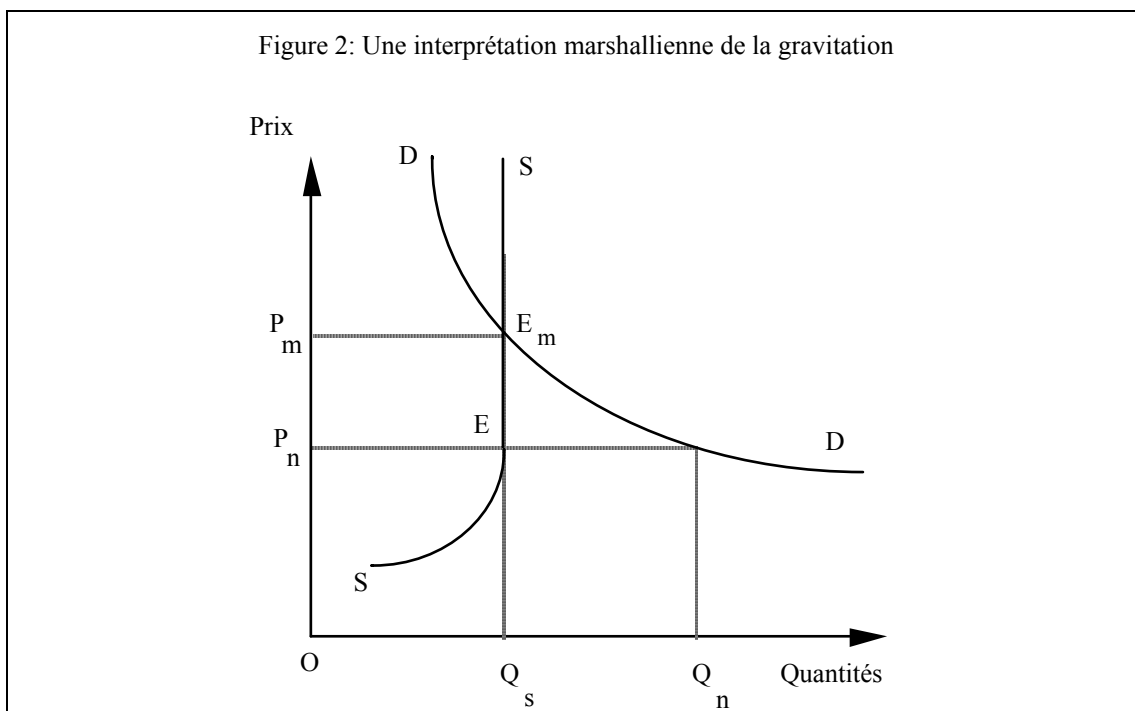
Par opposition, «le prix effectif auquel une marchandise est habituellement vendue est son prix de marché» (Smith, 1776, p. 73). A l'équilibre, la quantité produite est égale à la quantité demandée et le prix effectif est le prix naturel. Cependant, les fluctuations de l'offre et de la demande peuvent induire un désajustement de l'offre et de la demande; les prix de marché gravitent alors autour des prix naturels.

Figure 1: La détermination du prix du marché



Soit Q_s la quantité produite, soit P_n le prix naturel et Q_n la demande effective. Si $Q_n > Q_s$, le prix de marché excède le prix naturel. On notera que ce graphique suppose que le prix naturel ne dépend pas de la quantité produite.

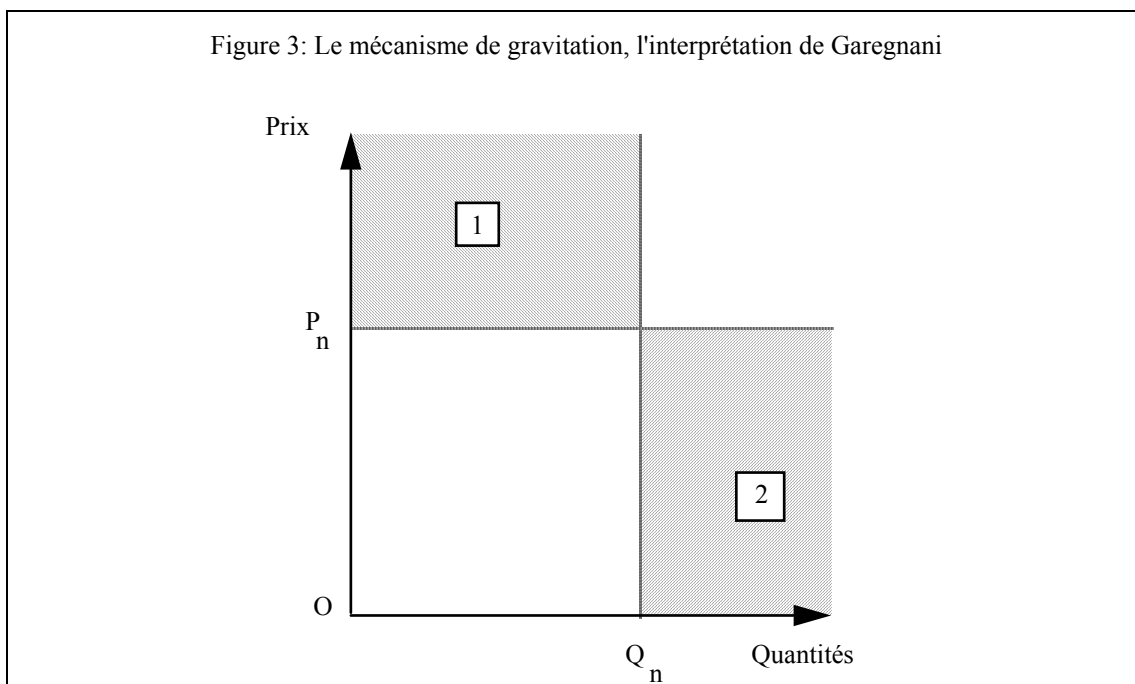
Supposons (figure 1) qu'une quantité Q_s d'un bien ait été produite. Soit P_n le prix naturel de ce bien. Smith définit *la demande effective* Q_n comme la quantité demandée aux prix naturels; pour lui, la demande effective n'est pas une liaison fonctionnelle entre les quantités demandées et les prix, c'est un point de cette courbe. Le prix de marché est déterminé par le rapport entre la quantité offerte Q_s et la demande effective Q_n . Si la demande effective excède la quantité produite, la concurrence des acheteurs fait monter le prix au-dessus de son niveau naturel. En effet, au prix naturel, une fraction de la demande effective ne peut être satisfaite. Certains des acheteurs surenchérissent et le prix augmente. L'écart entre le prix de marché et le prix naturel dépend de la différence entre la demande effective et l'offre, de la richesse des acheteurs et de la nature du produit. Cette analyse peut s'interpréter facilement en faisant appel aux notions qu'élaborera Alfred Marshall. Dans la période de marché, l'offre ne peut pas excéder la quantité disponible Q_s . Le prix de marché est égal au prix de demande. L'écart entre le prix de marché, P_m , et le prix d'équilibre de longue période, P_n , dépend du désajustement initial et de l'élasticité de la demande (figure 2).



Réciproquement, si la demande effective est inférieure à la quantité offerte, le marché sera animé par la concurrence des vendeurs. Le prix tombera en-dessous du prix naturel puisqu'une partie des marchandises devra être acquise par des agents qui ne sont pas disposés à payer le produit à ce prix. Cependant, l'écart entre le prix de marché et le prix naturel sera plus ou moins important selon que les vendeurs seront plus ou moins pressés de se défaire de la marchandise. Ce raisonnement évoque l'idée d'une élasticité-prix positive de la courbe d'offre quand le prix de marché tombe en-dessous du prix naturel. Ce premier type d'interprétation de l'analyse de la gravitation est illustré, par exemple, par les textes de Samuel Hollander (1987, p. 64-69; 1973, p. 114-143).

Garegnani (1983) s'est efforcé de montrer que les classiques ne recouraient pas à la notion de fonction de demande mais à un concept plus faible (figure 3). Soit P_n le prix naturel, Q_n la quantité correspondante. L'analyse smithienne requiert seulement que, si la quantité offerte Q_s est inférieure à la quantité normale, le prix sera supérieur au prix naturel. La situation de marché sera un point de la zone 1. Si, au contraire, la quantité offerte excède la quantité normale, le prix sera inférieur à son niveau naturel (zone 2).

Figure 3: Le mécanisme de gravitation, l'interprétation de Garegnani



Cette dernière interprétation semble plus strictement fidèle au texte du chapitre 7 de la Richesse des Nations où Smith ne fait guère référence explicitement à l'idée d'une relation fonctionnelle entre la demande et le prix du bien. On notera que, cependant, il a recours à cette notion quand il étudie l'effet d'un impôt sur les loyers (Smith, 1776, p. 841). Il suppose alors que la fraction de leur revenu que les agents consacrent à leurs dépenses de logement est indépendante du loyer, c'est-à-dire que l'élasticité de la demande par rapport au revenu est égal à -1. On peut analyser le processus de gravitation en étendant cette hypothèse à l'ensemble des marchandises (Benetti, 1981, p. 16). Le prix du marché apparaît alors, à proprement parler, comme le rapport de la demande à la quantité offerte.

Le mécanisme d'ajustement repose sur l'idée que l'écart entre le prix de marché et le prix naturel détermine l'évolution de l'offre. Plus précisément, Smith suppose que la différence entre le prix effectif et le prix naturel n'affecte guère la rente, car elle est fixée par un contrat dont les termes dépendent du prix moyen du produit et non de ses fluctuations temporaires et conjoncturelles. Les variations du prix retomberont sur les profits ou sur les salaires selon que les marchandises ou le travail seront offerts en trop grandes quantités ou viendront au contraire à manquer. Pour reprendre l'exemple de Smith, un deuil public provoque une hausse du prix des étoffes noires et augmente les profits de leurs producteurs mais laisse inchangés ceux de leurs ouvriers. Par contre, les tailleurs employés à la journée voient leurs salaires augmenter. Cette variation de la rémunération des facteurs par rapport à leur coût d'opportunité induit une réallocation des ressources qui affluent dans les branches où leurs gains sont les plus élevés. La modification du niveau de la production tend à rétablir l'équilibre et le prix de marché se rapproche de son niveau naturel.

Le prix de marché ne peut pas se maintenir de façon durable en-dessous de son prix naturel, car les

agents prennent rapidement conscience des pertes encourues et réduisent leur offre de façon à juste satisfaire la demande. Par contre, l'absence d'information, l'existence de ressources rares, la présence de monopoles légaux peuvent permettre au prix de marché de rester longtemps au-dessus du prix naturel. Ainsi, le mécanisme d'ajustement joue de façon différente à la hausse ou à la baisse. Si l'offre d'un produit est inférieure à la demande effective, les prix augmentent brusquement, mais la production ne s'adapte que progressivement. Si, au contraire, l'offre excède la demande, une partie des produits peut être stockée, ce qui limite la baisse des prix mais une faible réduction des salaires et des profits suffit pour entraîner une diminution sensible de l'offre.

Cette théorie de la gravitation a un rôle crucial dans l'œuvre de Smith puisqu'elle met en évidence le mécanisme grâce auquel la production s'adapte à la demande sur un marché concurrentiel. Vis-à-vis de ces prédécesseurs, par exemple de Cantillon, elle marque un approfondissement sensible de l'analyse; ses successeurs se borneront longtemps à la reprendre ou à la paraphraser. Ses limites sont celles d'une approche en termes d'équilibre partiel. Elle néglige, par hypothèse, l'effet d'un déséquilibre dans une activité particulière sur les autres branches et elle admet, de façon sans doute abusive, que la baisse des gains d'un facteur dans une industrie donnée laisse inchangée sa rémunération moyenne.

1.3. La théorie de la répartition

Les rémunérations du travail, du capital et de la terre, qui déterminent les prix naturels, dépendent, elles-mêmes, de la richesse de la nation et du rythme d'accumulation du capital. Le taux de salaire réel s'ajuste de façon telle que la population et la demande de travail augmentent au même rythme; il est plus élevé dans une économie en croissance que dans une société stagnante. L'accumulation du stock, qui tend à augmenter les salaires tend à réduire les profits (Smith, 1776, p. 104, 145, 266, 352). La rente, revenu résiduel, croît avec la richesse. Cette relation entre la distribution et le développement est typique de la démarche de Smith. Il peut ainsi fonder une analyse dynamique où les prix réels des produits industriels diminuent au cours du processus de croissance alors que ceux des produits naturels augmentent et que celui du blé reste approximativement constant.

1.3.1. Le salaire naturel

Pour Smith, la récompense naturelle du travailleur est la totalité du produit de son travail. Cependant, l'ouvrier, qui n'est propriétaire ni de sa terre, ni de ses moyens de production, doit accepter de partager le produit de son travail avec son maître et avec le propriétaire foncier. Le contrat, qui détermine le taux des salaires, est nécessairement inégal, parce que les coalitions des patrons sont plus efficaces que celles des ouvriers mais, plus fondamentalement, parce que le travailleur qui perd son emploi n'a plus de moyens de subsistance alors que son maître peut survivre en consommant son capital. Ainsi, le salaire tend à s'établir à un niveau minimum qui n'assure à l'ouvrier que ce qui lui est nécessaire pour subsister et se reproduire. La loi, qui régit la répartition du revenu dans une société marchande, entre ainsi en conflit avec le principe éthique qui veut que le travail de l'homme et l'ouvrage de ses mains soient vraiment à lui (Locke, 1690, p. 94).

Cependant, dans une économie progressive, le salaire réel peut s'élever au-delà du salaire de subsistance, de façon à assurer une croissance parallèle de la population et de la demande de travail. Smith ne croit pas que la pauvreté décourage le mariage; il admet même qu'elle puisse être favorable à la procréation. Si une hausse du salaire réel, mesurée en termes de biens de subsistance, accroît la population, c'est à travers son influence sur la mortalité infantile et non en raison de ses effets sur la nuptialité et la natalité.

La demande de travail, qu'elle concerne les ouvriers «productifs» ou les «improductifs», croît avec le stock de capital. En effet, l'accumulation du capital augmente le revenu des propriétaires fonciers et des capitalistes. Elle leur permet ainsi d'entretenir plus de domestiques. Parallèlement, elle accroît le fonds que les entrepreneurs destinent au paiement des salaires. Ainsi, elle augmente la demande de travail, même si les progrès de la division du travail et de sa productivité impliquent que le stock de capital croisse plus vite que l'emploi.

Smith souligne que l'accélération de la croissance se traduit par une augmentation du taux de salaire naturel qui n'est pas seulement nominale mais réelle. Certes, elle entraîne une hausse du prix de certaines marchandises en augmentant les coûts salariaux; mais, simultanément, elle provoque une amélioration de la productivité en autorisant un approfondissement de la division du travail et en favorisant l'introduction de nouvelles machines. Ainsi, le prix de certaines marchandises diminue et le sort des travailleurs s'améliore.

Si le salaire réel est déterminé par l'évolution de la demande de travail, le salaire monétaire dépend du prix des biens consommés par les ouvriers. Ce mécanisme d'indexation ne joue pas seulement pour les salaires les plus bas mais aussi pour le traitement des travailleurs qualifiés, car leurs gains doivent rester dans un rapport nécessaire avec les salaires les plus faibles de façon à assurer une rémunération convenable des coûts de formation.

1.3.2. Le taux de profit

Le taux de profit est déterminé par la concurrence des capitaux. Le niveau maximum qu'il peut atteindre est celui qui s'établirait si la rente de la terre était nulle et si le salaire des travailleurs était réduit à son niveau de subsistance. Le taux minimum est celui qui serait juste suffisant pour compenser les risques de perte que comporte tout emploi du capital. Entre ces deux extrêmes, il varie en fonction du niveau de la richesse.

«Quand les capitaux augmentent dans un pays, les profits qu'on peut réaliser en les employant diminuent nécessairement. Progressivement, il devient de plus en plus difficile de trouver dans le pays une façon rentable d'employer un nouveau capital. Ceci entraîne une concurrence entre les divers capitaux, le propriétaire de l'un cherchant à prendre possession de l'emploi qu'occupait un autre. Mais, dans la plupart des cas, il ne peut espérer obtenir l'emploi de cet autre capital qu'en offrant des conditions plus favorables. Il doit non seulement vendre ce qu'il offre un peu moins cher mais, pour obtenir ce qu'il vend, il doit parfois acheter plus cher. La demande pour le travail productif croît chaque jour de plus en plus avec l'augmentation des fonds qui sont destinés à le soutenir. Les travailleurs trouvent aisément un emploi mais les propriétaires de capitaux trouvent difficilement les travailleurs à employer. Leur concurrence accroît les salaires du travail et diminue les profits du capital. Mais, quand les profits qu'on peut faire en utilisant un capital sont ainsi réduits, pour ainsi dire, par les deux bouts, le prix qu'on peut payer pour son usage, c'est-à-dire le taux d'intérêt, doit nécessairement diminuer avec eux» (Smith, 1776, pp. 352-3).

Ce texte pose un problème d'interprétation difficile. On peut le considérer comme une analyse de statique comparative. Smith y affirme que le taux de profit dépend du niveau de la richesse et qu'une augmentation du stock de capital diminue le taux de profit parce qu'il réduit les prix et augmente le taux de salaire. On peut symboliser cet argument en écrivant:

$$(1) \quad r = \Psi(K) \quad \Psi'(K) < 0.$$

Dans cette relation r est le taux de profit et K le stock de capital. Cette lecture s'impose d'autant plus que Smith multiplie les exemples pour montrer que le taux de profit est plus élevé dans les pays pauvres que dans les pays riches. Par contre, ce texte n'évoque guère l'influence du taux d'accumulation, $\dot{K} = \frac{dK}{dt} \frac{1}{K}$, sur le taux de profit. Pourtant, la logique d'ensemble de *La Richesse des Nations* incite le lecteur à penser que le taux de profit est une fonction décroissante non seulement du niveau du stock de capital mais aussi de son taux d'accumulation:

$$(2) \quad r = \Psi(K, \dot{K}) \quad \frac{\partial \Psi}{\partial K} < 0$$

$$\frac{\partial \Psi}{\partial \dot{K}} < 0.$$

On trouve un écho de cette idée dans un passage, au moins, de *La Richesse des Nations*. Smith (1776,

p.114) y admet que, «dans les pays où la richesse croît rapidement, le faible taux de profit peut compenser le niveau élevé des salaires du travail dans le prix de nombreuses marchandises et permettre à ces pays de vendre leurs produits aussi bon marché que leurs voisins qui s'enrichissent moins rapidement et où les salaires du travail sont moins élevés.»

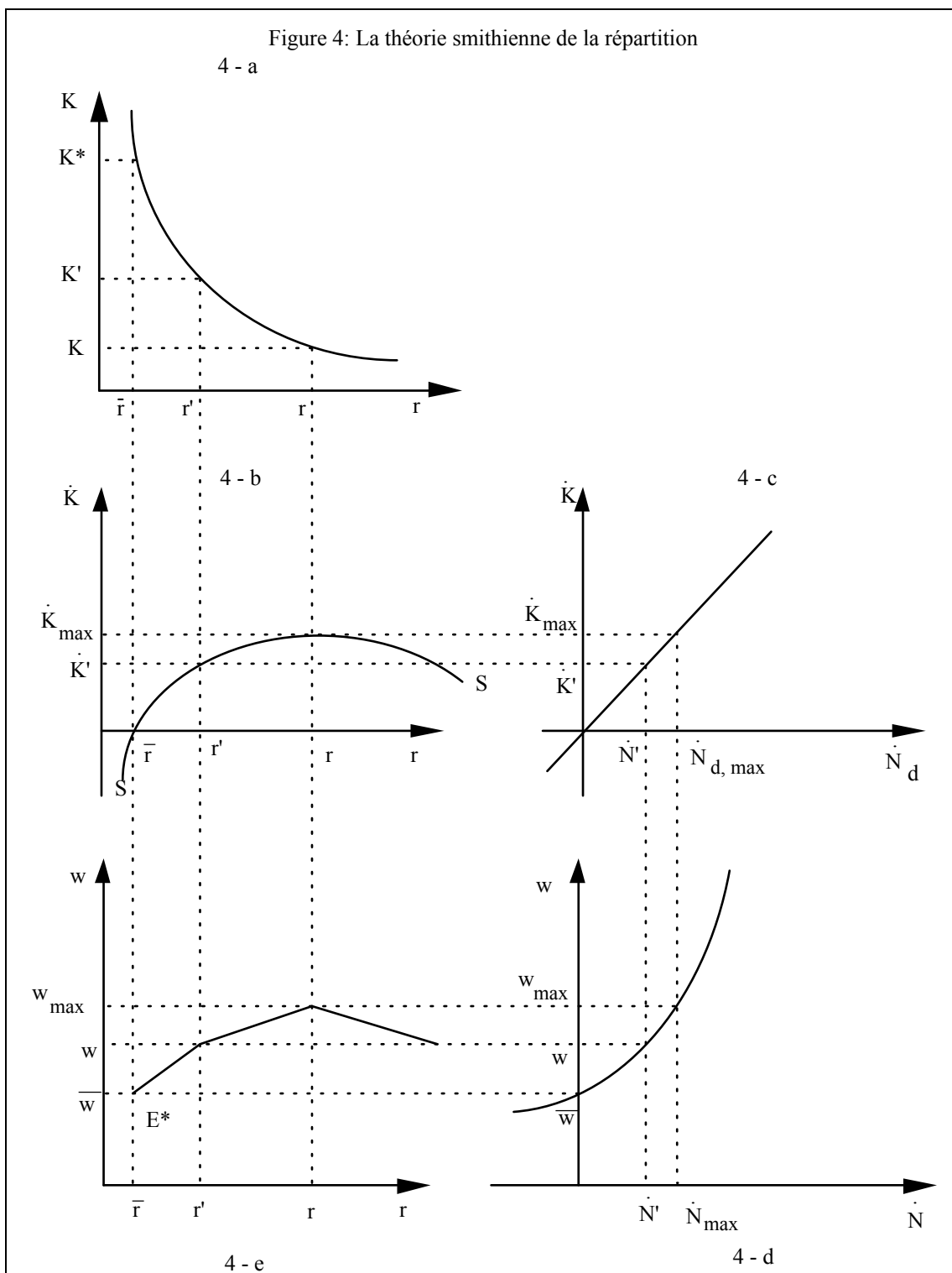
Si la relation (1) traduit fidèlement le texte de Smith, l'équation (2) est plus cohérente avec la logique de son argument. Notons d'abord que l'analyse sur laquelle s'appuie Smith pour montrer que l'accroissement du capital réduit le taux de profit, n'est pas parfaitement convaincante. Smith soutient qu'une accumulation du capital entraîne une hausse de la demande de travail et du pouvoir d'achat du taux de salaire naturel. Certes, un accroissement du capital et de la demande de travail augmente le taux de salaire courant. Cependant, progressivement la population active doit s'ajuster. On n'a donc aucune raison de penser que le taux de salaire naturel réel dépend du niveau de la richesse. A maintes reprises, Smith (1776, p. 87) a d'ailleurs affirmé cette thèse. «Ce n'est pas l'étendue actuelle de la richesse nationale mais son progrès continu qui entraîne une augmentation des salaires du travail. Ce n'est donc pas dans les pays riches que les salaires sont les plus élevés, mais c'est dans les pays qui font le plus de progrès, ou dans les ceux qui marchent le plus vite vers l'opulence.» Ainsi, le niveau naturel du taux de salaire réel est une fonction croissante du taux d'accumulation du capital, \dot{K} , et non du niveau du stock de capital, K . Simultanément, Smith soutient qu'une augmentation de la richesse entraîne une baisse des prix. Il s'appuie ici sur une simple transposition au niveau global d'un raisonnement qui décrit le fonctionnement du marché d'un bien particulier. Plus loin, il reprend cette idée. «L'or et l'argent, affirme-t-il, s'échangeront naturellement contre une plus grande quantité de subsistance dans un pays riche que dans un pays pauvre, dans un pays où les subsistances abondent que dans un pays qui en est médiocrement pourvu» (Smith, 1776, p. 208). Toutefois, il nuance aussitôt cette conclusion en soulignant qu'une telle différence de prix ne peut guère perdurer entre pays voisins. Si l'on écarte ainsi les deux arguments invoqués par Smith pour justifier l'idée que le taux de profit est plus faible dans les pays riches, il en reste néanmoins une troisième auquel il fait souvent référence: l'accroissement du capital entraîne une hausse de la rente qui réduit le taux de profit.

Il reste cependant un point à éclaircir. Pourquoi Smith n'explique-t-il pas les effets d'une accélération du taux d'accumulation sur le taux de profit alors qu'il admet que les salaires réels sont plus élevés dans un pays où la croissance est rapide? Ce silence surprend d'autant plus qu'il a remarqué que la hausse ou la baisse des profits dépendent des mêmes causes que la hausse ou la baisse des salaires mais que les facteurs qui tendent à augmenter le taux de salaires font diminuer le taux de profit. Si une accélération de l'accumulation se traduit par une hausse du taux de salaire et laisse inchangé le taux de rente, on voit mal comment elle n'entraînerait pas une baisse du taux de profit.

Cependant, une baisse du taux de profit réduit l'épargne et l'investissement. Dans *La Richesses des Nations*, l'épargne dépend de la répartition du revenu entre les classes sociales: ni les travailleurs, ni les

propriétaires fonciers n'ont ces habitudes de parcimonie qui caractérisent les négociants et les manufacturiers. Ainsi, un accroissement de la part des profits augmente le taux d'épargne. D'autre part, il existe un niveau minimal du taux de profit «juste suffisant pour compenser les pertes occasionnelles auxquelles est exposé tout emploi du capital» (Smith, 1776, p. 113). Toute baisse du taux de profit en dessous de ce seuil inciterait les marchands à placer leur fortune à l'étranger (Smith, 1776, p. 849) freinant ainsi l'accumulation du capital. Cette relation croissante entre le profit et l'épargne a toutefois des limites. En particulier, des profits de monopole «semblent partout détruire la parcimonie [...] Quand les profits sont élevés, la sobriété semble superflue et un luxe dispendieux paraît être plus approprié à la situation» (Smith, 1776, p. 612).

La théorie smithienne de la répartition peut être représentée par un graphique simple (figure 4). Sur la partie a de ce graphique, le taux de profit apparaît comme une fonction décroissante du stock de capital. La figure b représente le taux d'accumulation comme une fonction du taux de profit. Selon les indications de Smith, nous n'avons pas supposé que cette relation est monotone. Elle est croissante pour de faibles valeurs du taux de profit et décroissante pour des valeurs élevées. Un taux de profit trop faible, inférieur à \bar{r} décourage totalement l'investissement. Sur le graphique c, le taux de croissance de la demande de travail est une fonction du taux d'accumulation. On peut supposer, pour tenir compte de l'évolution des techniques, que la croissance de la demande de travail est moins rapide que celle du capital. Sur la figure d, on a représenté la relation entre le taux de salaire réel et la croissance de la population active. Quand le taux de salaire atteint son niveau de subsistance, \bar{w} , la population cesse de croître. Le graphique e représente la relation croissante entre taux de salaire et taux de profit qui découle du fonctionnement de l'ensemble de ce modèle.



L'analyse est simplement causale sans rétroaction. Le stock de capital existant détermine le taux de profit, celui-ci fixe le rythme de l'accumulation et le taux de croissance de la demande de travail. Dans une situation d'équilibre dynamique, la population active croît au même rythme que la demande et cette égalité fixe le taux de salaire naturel. Quand le stock de capital augmente, la concurrence des capitaux se fait plus vive. Le taux de profit diminue provoquant un ralentissement de l'accumulation. La demande de travail augmente moins vite et le taux de salaire naturel diminue. L'équilibre stationnaire est atteint pour un stock de capital K^* pour lequel le taux de profit, \bar{r} , est si faible qu'il décourage l'accumulation et

ramène le taux de salaire à son niveau de subsistance \bar{w} .

Ainsi, apparaît une relation entre le taux de salaire réel et le taux de profit. Dans les pays neufs, Smith évoque le cas des colonies anglaises d'Amérique du Nord et des Indes Occidentales, les salaires et les profits sont simultanément élevés. Cette conjonction naît de l'abondance relative du capital et du travail. La faiblesse des rentes assure au capital investi dans l'agriculture une forte rentabilité qui se transmet aux autres emplois du capital. Ce haut taux de profit entraîne une accumulation rapide du capital et un taux de salaire réel élevé. Cependant, quand les terres les plus fertiles et les mieux situées sont occupées, les profits que peuvent obtenir les fermiers diminuent. La concurrence entre les capitaux sur le marché des produits entraîne une réduction des prix. Les profits diminuent mais restent assez élevés pour entretenir une croissance ralentie et maintenir le taux de salaire réel au-dessus du niveau de subsistance. L'économie n'atteindra l'équilibre stationnaire que beaucoup plus tard, quand l'épuisement des ressources rares poussera le profit vers son niveau minimal, τ , et le taux de salaire vers le minimum de subsistance. Il importe de noter que les progrès de la division du travail freineront longtemps l'apparition de ce processus.

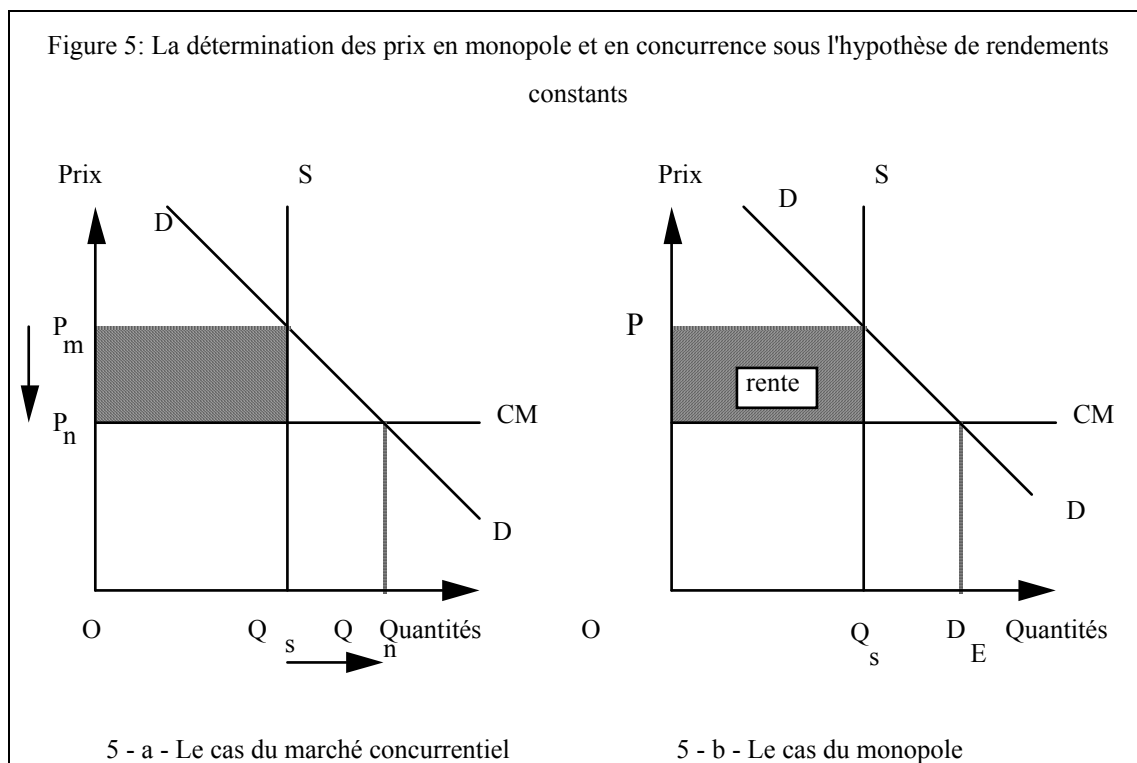
1.3.3. La rente

L'analyse, que fait Smith de la rente de la terre, est un moment crucial dans l'évolution de la pensée qui, partant des conceptions des physiocrates, conduira aux analyses de Malthus, de West et de Ricardo. La rente peut se définir comme la rémunération du «pouvoir de la nature» (Smith, 1775, p. 364) dont le propriétaire des ressources naturelles cède l'usage à son fermier. De ce point de vue, le fermage d'une terre est, en général, un revenu mixte puisqu'il inclut les profits dus au propriétaire en raison du capital qu'il a investi dans l'amélioration du sol.

«La rente du sol [...] considérée comme le prix payé pour l'usage de la terre est naturellement un prix de monopole» (Smith, 1776, p. 161). Cette remarque de Smith a suscité une interprétation (Buchanan, 1814) qui, même si elle peut sembler réductrice, permet de souligner certains des aspects caractéristiques de sa pensée. Pour les classiques, l'existence d'un monopole naturel ou réglementaire interdit d'augmenter la production de façon à satisfaire la demande effective. Le prix d'une marchandise produite dans de telles conditions est le plus élevé qui peut être obtenu: il est donc égal à ce qu'on appelle aujourd'hui le prix de demande (figure 5).

Supposons que, sur un marché concurrentiel (figure 5 a), la production soit insuffisante pour satisfaire la demande effective (OQ_n), le prix de marché OP_m se fixe au-dessus du prix naturel qui est lui-même égal au coût moyen. Un profit supérieur au profit naturel apparaît (surface hachurée de la figure 5 a). En longue période, la production s'accroît jusqu'à satisfaire la demande effective et le prix revient à son niveau naturel. En monopole, cette évolution ne peut se produire, la production reste Q_s et le prix P reste supérieur au coût moyen, calculé, bien sûr, sans que la rente soit comptabilisée. On peut, en s'appuyant

en particulier sur l'analyse que fait Smith (1776, p. 508) des effets des primes à l'exportation des grains appliquer ce raisonnement à la détermination de la rente en supposant que les facteurs de production sont complémentaires et la terre homogène. Elle est alors déterminée par la productivité de la terre et par la rareté des ressources naturelles. Elle est égale à la surface hachurée sur la figure 5 b.



Smith lie la rente et la fertilité de la terre de deux façons différentes. Reprenant un des thèmes favoris des physiocrates, il affirme que la possibilité même de la rente naît de la capacité de la terre de produire un surplus au-delà de ce qui est nécessaire pour nourrir les travailleurs, remplacer le capital et verser des profits selon le taux moyen. Le texte (Smith, 1776, p. 163) suggère que cette conclusion s'appuie sur une comparaison en unités physiques du produit et des moyens de production homogènes. On proposera cependant une interprétation moins restrictive. Une rente peut apparaître quand le système considéré comme un tout donne naissance à un surplus au-delà de ce qui est nécessaire pour rémunérer le travail et le capital à leur taux minimum. Cependant, dans ce discours assez traditionnel, apparaît l'idée de la rente différentielle. Le fermage varie avec «la bonté du pâturage» qui permet à la fois d'accroître le produit et de diminuer les coûts en travail. Il dépend aussi de la localisation et devient plus élevé à proximité des villes. Toutefois, cet élément vient seulement moduler la rente et non l'expliquer comme ce sera le cas chez Malthus et Ricardo.

La fertilité crée seulement la possibilité de l'existence d'une rente; pour que le propriétaire d'une ressource naturelle puisse exiger un paiement pour son usage, il faut encore qu'elle soit rare. Smith note, par exemple, que dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord, seules les terres les mieux situées et

les plus fertiles sont cultivées et que la rente y était initialement nulle ou faible (Smith, 1776, p. 565 et 109). Cette situation est cependant exceptionnelle. Les terres qui produisent du blé sont toujours recherchées, car «les hommes [...] se multiplient dans la même proportion que leur moyen de subsistance» (Smith, 1776, p. 162). Autrement dit, toute amélioration des méthodes de culture qui, en augmentant l'offre de blé, tend à réduire la rente, est accompagnée d'une augmentation de la demande qui ramène le fermage à son niveau initial.

Au cours du processus de développement, la part de la rente dans le revenu brut diminue (Smith, 1776, p. 334) en raison de l'augmentation de la part du produit destiné au remplacement des moyens de production. Mais, le taux de rente et la part des fermages dans le revenu net augmentent pour deux raisons. Certaines ressources qui étaient initialement surabondantes deviennent rares et procurent à leur propriétaire une rente alors qu'il n'en tirait aucun revenu dans un état plus primitif. Simultanément, les progrès de la culture, en réduisant les coûts, accroissent la rente. «La part du propriétaire dans le produit s'accroît nécessairement avec l'augmentation du produit» (Smith, 1776, p. 264). Comme les progrès de la division du travail réduisent simultanément le prix des produits manufacturés, cette hausse de la rente est réelle et non seulement nominale.

1.4. La cohérence de l'analyse smithienne

Dans les *Théories sur la plus-value*, Marx soutient que Smith, au moins dans certains de ses développements, cherche à déduire «la valeur de la marchandise du salaire, du profit et de la rente foncière» (Marx, 1861-3, p. 97). Sraffa (1951, p. xxxv) et Dobb (1973, p. 46) ont repris cette interprétation, en soulignant qu'une telle théorie additive des prix implique une contradiction logique et doit être rejetée. Dans cette approche, le mérite de Ricardo serait d'avoir mis en évidence cette erreur, en montrant qu'une hausse des salaires n'entraîne pas une hausse des prix mais une baisse du taux de profit.

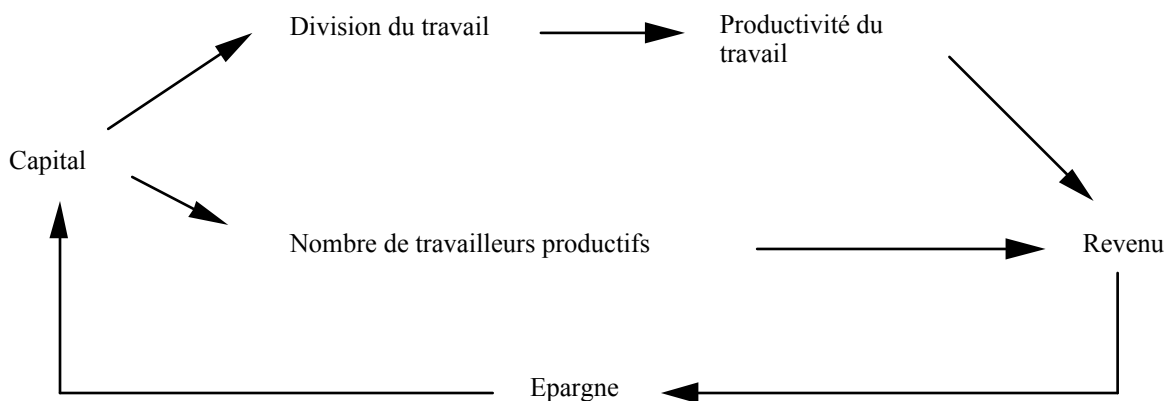
Le rejet de la théorie additive des prix s'appuie sur l'idée que le modèle implicite qui sous-tend cette analyse est surdéterminé. Supposons, en effet, qu'il existe n biens produits chacun par une branche. Admettons que les techniques sont données et que les taux normaux des profits, des salaires et des rentes soient des variables exogènes dont la valeur est déterminée indépendamment par une théorie de la distribution. Comme une marchandise doit servir de numéraire, le modèle est surdéterminé, car il comporte plus d'équations ($n+3$) que d'inconnues ($n+2$).

Cet argument doit être rejeté pour deux raisons. Smith ne prétend pas que le taux de salaire et le taux de profit sont déterminés indépendamment l'un de l'autre. Il soutient que leur taux doivent s'établir à un niveau tel que la population et la demande de travail croissent au même rythme. Formellement, on peut traduire cette thèse en disant qu'il n'y a pas deux équations dont l'une déterminerait le taux de profit et l'autre le taux de salaire mais une seule qui relie ces deux taux. Le modèle sous-jacent à la théorie

smithienne des prix n'est pas surdéterminé, il est logiquement cohérent. La seconde difficulté concerne l'analyse de la rente. Il n'est certainement pas acceptable de traiter celle-ci comme le profit et les salaires, puisque la rente est l'effet et non la cause des prix. Autrement dit, l'analyse smithienne ne peut être représentée que par un modèle qui décrit la demande effective des biens «agricoles» et qui permet de déterminer le taux de rente. Ainsi, l'interprétation de Marx, de Sraffa et de Dobb n'est pas acceptable, car elle ne traduit pas fidèlement la théorie smithienne de la rente.

2 - Accumulation du capital et croissance

Dans son analyse historique, Smith présente le développement des sociétés comme un processus complexe qui entraîne une transformation des techniques de production, une évolution des goûts, une mutation des relations de dépendance et des formes de gouvernement. Les progrès de la division du travail jouent un rôle d'autant plus essentiel dans la croissance qu'ils sont à l'origine des améliorations de l'organisation du travail, des découvertes scientifiques et des innovations technologiques. Le rôle du capital, pour important qu'il soit, est second et, pour mieux dire, indirect. L'accumulation d'un stock minimum est une condition nécessaire au développement de la division du travail. Un homme, qui ne pourvoit directement qu'à une faible partie de ses besoins, ne peut acquérir les biens qui lui sont nécessaires qu'en vendant les marchandises qu'il a lui-même produites. Il devra donc disposer, en attendant que son ouvrage soit achevé et vendu, "d'un fonds de denrées de différentes espèces amassé d'avance pour le faire subsister et lui fournir en outre la matière et les instruments nécessaires à son ouvrage" (Smith, 1776, p. 277). Une fois atteint ce seuil minimal, nécessaire à l'existence d'une société marchande, les progrès ultérieurs de la division du travail exigent une accumulation progressive des capitaux. Même si Smith évoque la possibilité de la découverte de nouveaux procédés qui permettent de faire «la même quantité d'ouvrage avec des machines plus simples et moins coûteuses» (Smith, 1775, p. 287), le plus souvent il considère que le progrès technique exige un usage plus intensif du capital. Toutefois, l'accumulation du capital, malgré cette augmentation du capital par tête, accroît la demande de travailleurs productifs. Comme, en retour, l'augmentation du revenu encourage l'épargne et stimule l'accumulation du capital, la croissance apparaît comme un processus cumulatif que résume le schéma suivant.



2.1. Le capital

Le capital est cette fraction du stock d'un individu dont il espère tirer un revenu. Le *capital fixe* est la partie du capital qui fournit un profit sans changer de mains. Il comprend les machines et les outils, les bâtiments agricoles, industriels et commerciaux, les améliorations apportées aux terres, les talents utiles acquis par les hommes. Par opposition, le *capital circulant* est la fraction du stock qui ne peut rendre un revenu à son propriétaire «tant qu'il reste en sa possession ou qu'il garde la même forme» (Smith, 1776, p. 276). Il se compose de la monnaie, des vivres détenus par les commerçants, des produits finis ou semi-finis qui sont encore dans les mains des manufacturiers et des marchands.

A un moment donné, pour un état donné des techniques, les différentes fractions qui constituent le capital sont dans des proportions constantes. Il n'y a pas, chez Smith, trace de l'idée qu'une modification des prix relatifs des facteurs entraîne une substitution. En courte période, le travail, les machines et les matières premières sont complémentaires. C'est l'approfondissement de la division du travail qui induit un changement dans la proportion des facteurs. Le rapport entre le produit et les matières premières est grossièrement constant alors que la productivité du travail augmente. Le plus souvent, Smith admet que la valeur des machines et des outils utilisés croît dans le processus de développement. Smith souligne qu'il est indispensable qu'existe un stock de biens de consommation qui permette de nourrir les travailleurs durant la durée du processus de production. Cette observation est à l'origine de l'idée que les salaires sont avancés par les capitalistes, ce qui constitue le principe essentiel de la théorie du *fonds des salaires*. Il se garde cependant de tirer de cette analyse la conclusion qu'une hausse des salaires entraîne une baisse proportionnelle de l'emploi. Au contraire, il suppose qu'elle est sans effet sur la demande de travail au moins tant qu'elle n'affecte pas le rythme de l'accumulation.

Mandeville (1774) avait soutenu que la prodigalité, en stimulant l'activité et en augmentant le niveau de l'emploi, était plus utile à la société que la frugalité. Contre cette thèse, Smith défend l'idée que l'épargne, en augmentant le fonds destiné à maintenir les travailleurs productifs, permet seule d'accroître le revenu et l'emploi: «Le capital est accru par la parcimonie et il est diminué par la prodigalité et la mauvaise

conduite[...] La parcimonie, et non l'industrie, est la cause immédiate de l'accroissement du capital. Certes, l'industrie fournit les biens que la parcimonie accumule. Mais, quelques gains que fasse l'industrie, sans l'économie qui les épargne et les amasse, le capital ne serait jamais plus grand» (Smith, 1776, p. 337).

Sans doute, le plaidoyer de Mandeville s'appuyait sur une assimilation de l'épargne et de la thésaurisation. Turgot (1766, p. 188) combattit cette thèse en affirmant que, si les épargnes se font en argent, elles sont converties *sur le champ* en moyens de production. Smith reformule cette idée en écrivant «ce qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé et, à peu près, en même temps» (Smith, 1776, p. 388). L'expression est déroutante, car elle peut suggérer que l'épargne n'accroît pas le capital. Le contexte permet cependant d'écarter une telle interprétation. Ce que veut prouver Smith, c'est qu'une augmentation de l'épargne ne peut réduire la demande, car, si un homme riche réduit sa dépense et épargne, ce qui était autrefois consommé par ses domestiques, l'est maintenant par des travailleurs productifs. La consommation reste la même, seule change la nature du travail.

Le rythme de l'accumulation est donc déterminé par l'épargne qui dépend elle-même de facteurs structurels, de la distribution des revenus, d'habitudes qu'explique la nature de la société. De nombreux commentateurs (Marian Bowley, 1975, p. 366) en ont conclu que le taux d'épargne n'était pas élastique par rapport au taux d'intérêt et traitent, pour cette raison, le taux d'accumulation comme une donnée exogène. Cette position est présente dans de nombreux textes de Smith mais ne constitue qu'une première approximation. En effet, pour Smith, une hausse du taux d'intérêt traduit une augmentation du taux de profit, donc, toutes choses égales par ailleurs, une redistribution du revenu en faveur des profits, qui vient stimuler l'investissement, car les marchands et les manufacturiers sont censés épargner une plus large fraction de leurs revenus que les salariés et les propriétaires fonciers. Cet effet est renforcé par la mobilité internationale des capitaux. Smith (1776, p. 848) affirme que «le propriétaire d'un capital est à proprement parler un citoyen du monde et n'est pas attaché à un pays particulier ». Ainsi, toute baisse du rendement de ses fonds, calculé après imposition, l'incite à transférer son capital à l'étranger. Une baisse du taux d'intérêt réduit ainsi le rythme de l'accumulation.

2.2. Travail productif et travail improductif

Généralement, on considère que cette opposition découle de la conception que se fait Smith de la richesse. Malthus (1828, p. 11), par exemple, pense qu'il désigne par ce terme l'ensemble des «produits *matériels* nécessaires, utiles et agréables à l'homme et qui ne sont pas fournis par la nature en une abondance illimitée ». Dès lors, seul le travail qui produit ces biens sera considéré comme productif. Les hommes qui offrent des services seront tenus pour improductifs même si leur activité est utile. Cependant, le texte de Smith peut suggérer une autre interprétation qui met l'accent sur la durée, plutôt que sur le caractère tangible des produits. Dans cette conception, est productif tout travail qui accroît ou remplace le capital ou le stock (Buchanan, 1976, p. 283).

Très tôt, la distinction opérée par Smith fut critiquée. Pour J.B. Say (1803, p. 121) et MacCulloch (1825 p. 406), tout travail utile doit être tenu pour productif quelle que soit la nature du bien ou du service qu'il fournit. Ces objections, pour fondées qu'elles puissent paraître, ne rendent pas pleinement justice à l'analyse de Smith. Celle-ci repose sur l'idée que le travail productif n'a pas, sur l'accumulation et la croissance, le même effet qu'un travail improductif. Cette thèse n'est sans doute pas dénuée de sens et on en trouve un écho déformé dans l'inquiétude suscitée par l'augmentation des "prélèvements" de l'Etat et par le développement du secteur tertiaire et des services.

Le produit annuel dépend de la part du revenu brut destiné à l'emploi des travailleurs productifs. Cette fraction est déterminée par le rapport entre la partie du revenu qui remplace le capital et celle qui apparaît sous forme de profit et de rente. La première est, en effet, utilisée immédiatement à entretenir des ouvriers productifs, alors que la seconde peut indifféremment servir à maintenir des productifs ou des improductifs. Une des clefs de la dynamique smithienne est que la part de la somme des profits et des rentes dans le revenu *brut* diminue, ce qui réduit la part des emplois improductifs. Le caractère cumulatif de la croissance qui naît de la division du travail est ainsi renforcé.

2.3. Les effets de l'accumulation sur le revenu et l'emploi

L'analyse que consacre Smith à l'effet, sur le revenu et l'emploi, de la nature du secteur où le capital est investi, a, dans son projet global, une importance considérable. Un des objectifs de *La Richesse des Nations* est de montrer que les efforts de la politique «mercantiliste» pour orienter, de préférence, le capital vers certaines activités —disons grossièrement vers les secteurs exportateurs et vers l'industrie— ont freiné, plus qu'ils n'ont stimulé, la croissance économique. Ce thème, auquel est consacrée la presque totalité du livre 4 de *La Richesse des Nations*, est typique du libéralisme smithien: toute tentative pour assurer le développement prioritaire de certaines activités est au mieux, vain, au pire, néfaste. Smith aborde cette question en accordant à ses adversaires un point essentiel: le niveau de l'emploi et du revenu dépend de la branche où le capital est investi. Mais il reproche aux "mercantilistes" de ne pas avoir su caractériser de façon adéquate les secteurs prioritaires et de ne pas avoir compris que le «cours normal de l'opulence» dirige naturellement l'investissement dans les activités où il est le mieux à même d'accroître l'emploi et la richesse de la nation.

Smith distingue quatre secteurs principaux d'activité: l'agriculture, l'industrie, le commerce de gros et le commerce de détail. Reprenant une problématique proche de celle des physiocrates, il affirme qu'investir dans l'agriculture est le plus sûr moyen d'assurer le développement économique. «Plus sera grande la part [du capital] qui sera employée dans l'agriculture et plus sera grande, à proportion, la quantité de travail productif qu'il mettra en activité dans le pays et plus sera grande, pareillement, la valeur que son emploi ajoute au produit annuel des terres et du travail de la société» (Smith, 1776, p. 336). Cette conclusion repose sur l'idée qu'un capital investi dans l'agriculture n'accroît pas seulement le revenu des salaires des ouvriers et des profits du fermier mais aussi la rente des propriétaires fonciers. Puis, en s'appuyant sur ce qu'il suppose être les effets directs sur la demande de travail d'un investissement, il cherche à montrer qu'un capital accroît davantage le revenu et l'emploi productif s'il est placé dans l'industrie que s'il l'est dans le commerce de gros et, a fortiori, dans le commerce de détail. Cet argument n'est pas pleinement satisfaisant, non seulement en raison du caractère quelque peu arbitraire des évaluations, mais surtout parce qu'il ne cherche pas à prendre en compte les emplois indirectement créés par l'investissement.

Cependant, c'est la seule perspective du profit qui détermine le secteur où est investi le capital. A priori, il n'y a pas de raison que les fonds s'orientent de préférence vers les secteurs où ils contribueraient le plus à augmenter l'emploi productif et le revenu. Une contradiction semble apparaître entre le libéralisme de Smith et son analyse des effets de l'accumulation du capital.

Pour défendre l'idée selon laquelle "le cours naturel des progrès de l'opulence" conduit à développer les divers secteurs selon l'ordre qui est le plus conforme à l'intérêt collectif, Smith invoque deux arguments. Selon le premier, la nécessité et les penchants naturels des hommes les incitent à placer leurs capitaux dans les activités où leur efficacité sociale est la plus grande. L'agriculture précède l'industrie parce

qu'elle satisfait des besoins «antérieurs» à ceux auxquels répondent les manufactures. La demande porte ainsi d'abord vers les produits des secteurs prioritaires. Cependant, Smith développe un second argument: la plupart des hommes préfèrent placer leurs fonds dans l'agriculture plutôt que dans l'industrie ou dans le commerce. Pour justifier ce comportement, Smith invoque «la beauté de la campagne» aussi bien que le désir du capitaliste de conserver «sous ses yeux» son capital et d'échapper aux risques du commerce lointain. Ainsi, à taux de profit égal, l'entrepreneur préfère investir dans les secteurs où son capital augmente le plus le revenu et l'emploi.

Smith illustre sa proposition en étudiant l'évolution des colonies anglaises d'Amérique du Nord. Dans ces régions, la presque totalité des capitaux locaux est investie dans l'agriculture; il n'y a guère de manufactures et le commerce, même de détail, est assuré par des marchands anglais. Cette orientation de l'investissement est l'effet du bas prix de la terre qui incite un artisan, s'il a amassé quelques fonds, à se faire planteur, s'assurant ainsi une indépendance qu'aucune autre activité ne pourrait lui assurer. La spécialisation des colonies d'Amérique du Nord dans l'agriculture reflète l'abondance relative des terres et leur faible prix. Elles peuvent importer d'Angleterre les biens manufacturés à un moindre coût qu'elles ne pourraient elles-mêmes les produire. Elles sont gagnantes à cet échange; «si les Américains venaient à arrêter l'importation des manufactures d'Europe [...], ils retarderaient [...] les progrès ultérieurs de la valeur du produit annuel [...] et ils entraveraient la marche de leurs pays vers l'opulence et la grandeur bien loin de la favoriser» (Smith, 1776, p. 367). C'est le bon marché des terres et le haut prix relatif du travail qui incitent les entrepreneurs des pays «jeunes» à investir d'abord dans l'agriculture, ce qui assure le développement le plus rapide de ces nations.

3. La monnaie

Longtemps, la plupart des économistes (Vickers, 1975, p. 503) ont considéré que l'apport de Smith à l'analyse monétaire est faible ou, pire, que ses propositions marquent une régression par rapport aux travaux de Hume. Aujourd'hui, cette appréciation s'est nuancée. Progressivement, on a réhabilité cette théorie, en montrant son importance pour tout un courant hostile à l'interprétation que Ricardo et les défenseurs du "currency principle" font de la théorie quantitative de la monnaie (Laidler, 1981; Sargent et Wallace, 1982). Smith occupe, dans l'histoire des théories monétaires, une place tout à fait spécifique. Il est l'héritier du courant qui a critiqué les politiques d'inspiration «mercantiliste» qui s'efforçaient d'établir un excédent commercial pour accroître l'emploi, attirer les métaux précieux et favoriser une baisse du taux d'intérêt. Il partage, ainsi, certaines des conclusions de Hume. Mais, il est aussi à l'origine d'une tradition nouvelle. Soulignant les avantages du billet de banque sur la monnaie métallique, il se fait le défenseur d'un système bancaire non hiérarchisé et concurrentiel. Il apparaît ainsi comme l'un des premiers partisans du «free banking».

Smith définit la monnaie comme un moyen de paiement. Dans une économie marchande, chaque agent doit acquérir les biens dont il a besoin en cédant les marchandises qu'il a produites. Cependant, le troc est

une façon inefficace d'organiser les échanges, car il ne peut être mené à bien que si les cocontractants ont mutuellement besoin des biens qu'ils détiennent. La monnaie est le moyen de surmonter cette difficulté, chaque agent s'efforçant «d'avoir, par devers lui, dans tous les temps, outre le produit particulier de sa propre industrie, une certaine quantité d'une marchandise telle qu'il imagine que peu de gens puissent la refuser en échange du produit de leur activité» (Smith, 1776, p. 38).

La monnaie est une fraction du capital circulant puisqu'elle ne rapporte un revenu à celui qui la détient que quand il la cède. Cependant, elle a, avec le capital fixe, un trait commun. Les dépenses nécessaires pour produire et entretenir les machines ne font pas partie du revenu net et toute diminution de ces coûts accroît la richesse de la société. Il en est de même pour la monnaie; ainsi, substituer du papier monnaie à l'argent comme moyen de circulation permettrait d'accroître le revenu annuel.

Cette conclusion l'oppose à Hume. Pour celui-ci, le papier-monnaie offre certes des avantages, car ses coûts de transport et de garde sont plus faibles, mais l'introduction d'un tel moyen de paiement tend à augmenter les prix des vivres et de la main d'œuvre. Ses préférences vont donc à une banque publique «qui enfermerait dans ses caisses tout l'argent qu'elle aurait reçu et qui n'augmenterait jamais la circulation monétaire» (Hume, 1755, p. 36). Pour Smith, au contraire, l'émission par les banques de billets convertibles n'entraîne pas une hausse des prix, mais permet d'utiliser l'or et l'argent à d'autres emplois et d'accroître ainsi la richesse de la nation. S'inspirant de l'expérience des banques écossaises, il pense que l'on peut laisser les banques libres dans leur politique de crédit et d'émission de papier-monnaie, car la convertibilité suffit pour empêcher une émission excessive. Ainsi, alors que Hume a élaboré certaines des thèses qui seront à l'origine du «currency principle», Smith fonde une tradition que développeront les membres de la «banking school».

3.1. La détermination de la valeur de la monnaie

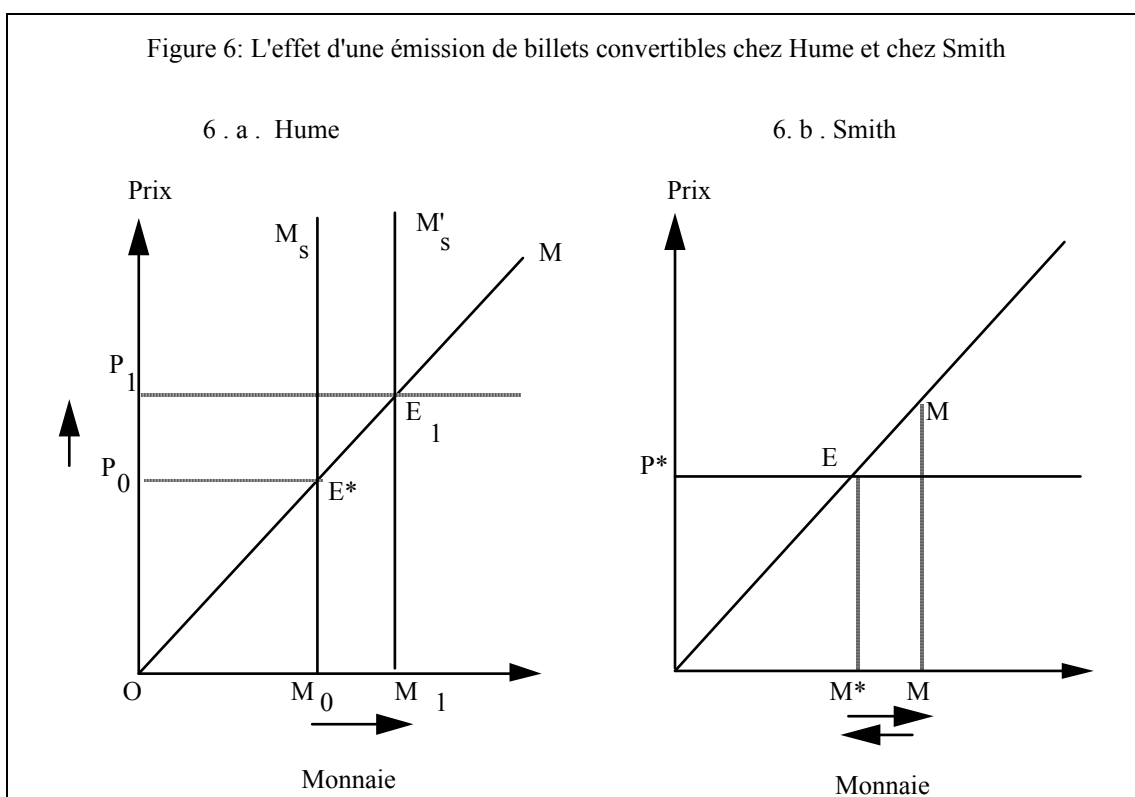
Les métaux précieux sont des marchandises et leur valeur est déterminée comme celle des autres biens: elle dépend de la richesse et de la pauvreté des mines, de la quantité de travail nécessaire pour les produire et les amener sur le marché. Ils ont toutefois deux qualités spécifiques: ils sont durables et facilement transportables d'un pays à l'autre. Dès lors, leur valeur est stable en courte période et leur quantité, dans chaque pays, s'adapte très rapidement au niveau de la demande effective (Smith, 1776, p. 435). Le pouvoir d'achat de l'or et de l'argent évolue de la même façon dans les divers pays, même si les coûts de transport des autres marchandises font obstacle à l'établissement d'un prix unique.

Cette position n'exclut nullement l'idée qu'une variation de la demande puisse agir sur le prix des métaux précieux. Dans la digression qu'il consacre à l'étude de l'évolution de la valeur de l'argent, Smith (1776, pp. 199, 207 et 220) met souvent l'accent sur le rôle de la demande. Il montre que la hausse du cours de l'argent, de la fin du 17^{ème} au début du 18^{ème} siècle, est l'effet de l'élargissement du marché de ce bien: une accélération du rythme de la croissance stimule la demande de monnaie et entraîne une baisse des

prix monétaires.

Si un Etat parvient à empêcher la sortie de métaux précieux, la logique du raisonnement doit être modifiée. Le stock de monnaie ne peut plus s'adapter aux variations de la demande et les prix internes augmentent. Cette politique, qui fut celle des gouvernements espagnols et portugais, va à l'encontre des buts qu'elle prétend servir. Elle élève le prix des métaux précieux dans le reste du monde d'une prime égale aux coûts de contrebande et elle décourage toute sorte d'activité en permettant aux autres nations d'offrir de nombreuses marchandises à des prix inférieurs aux coûts supportés par les producteurs locaux.

La valeur d'un papier-monnaie librement convertible est égale à celle du métal contre lequel il s'échange à taux fixe. «Un papier-monnaie, qui consiste en billets de banque émis par des gens du crédit le plus solide, payables à la première demande et sans condition quelconque, et payés effectivement toujours comptant à l'instant de la présentation, est, à tous égards d'une valeur égale à la monnaie d'or et d'argent» (Smith, 1776, p. 324). Si les billets sont convertibles, les prix monétaires internes sont déterminés par les prix internationaux et par le taux de change; pour un revenu donné, ces prix déterminent la masse monétaire qui ne sera nullement affectée par l'émission de billets. Le seul effet de l'introduction du papier-monnaie est d'abaisser les coûts de transaction et de rendre disponible pour les échanges internationaux une fraction du stock d'or et d'argent initialement utilisé dans la circulation.



Cette analyse s'oppose nettement à celle de Hume; elle ne lui est pas "inférieure" mais s'appuie sur une hypothèse différente. Supposons que le niveau initial des prix soit P_0 et que la masse monétaire initiale,

M_0 , augmente jusqu'à M_1 (figure 6). Selon Hume, cette variation induit une hausse proportionnelle des prix jusqu'à P_1 , en supposant inchangé le revenu réel. Cette augmentation provoque une augmentation des importations et une réduction des exportations. Le déficit de la balance commerciale entraîne des sorties d'or qui ramènent la masse monétaire à son niveau initial. En courte période, les prix domestiques s'élèvent au-dessus des prix mondiaux et c'est seulement en longue période que le mécanisme de rééquilibrage automatique de la balance des paiements ramène l'économie à son point de départ. Ainsi, les chocs monétaires entraînent des fluctuations qu'il serait souhaitable d'éviter.

Pour Smith, au contraire, le niveau général des prix est une donnée. Soit P^* ce niveau (figure 6 b). Pour un revenu réel donné, la quantité de monnaie, qui «peut facilement circuler» est M^* . Supposons que la quantité de monnaie en circulation — or aux mains du public et billets de banque — excède M^* . La quantité d'or $M - M^*$ sortira du pays *sans* que les prix augmentent. Dans les termes de l'analyse économique actuelle, on dirait que l'excès d'offre de monnaie a pour contrepartie un excès de la demande domestique de biens sur l'offre nationale, un déficit de la balance commerciale qui se traduit par une sortie de métaux précieux précisément égale à l'excès d'offre de monnaie. Ainsi, l'émission de billets n'a ici pas d'autre conséquence que la sortie d'or. L'analyse de Smith est une illustration particulièrement remarquable des conclusions que l'on peut tirer de la théorie quantitative de la monnaie et de la théorie de la parité des pouvoirs d'achat quand on admet que le mécanisme du prix unique joue en courte période. Ce raisonnement fonde l'idée qu'il peut exister un système bancaire, non hiérarchisé, sans banque centrale et sans intervention de l'Etat.

3.2. La détermination du taux d'intérêt

Smith, s'il écarte les conclusions que Hume avait tirées de son étude des effets de l'émission de billets, est très proche des thèses de son ami quand il analyse le taux d'intérêt. Pour lui, l'égalité de l'offre et de la demande de fonds prêtables détermine le taux d'intérêt qui apparaît comme un phénomène réel. Cependant, l'exposé de Smith s'éloigne de l'enseignement de Hume sur deux points. Il souligne que le marché des fonds prêtables est un marché de biens réels, et non un marché de titres financiers, même si l'offre et la demande s'y expriment en monnaie; ainsi, l'offre de fonds prêtables est cette fraction du produit annuel que son propriétaire ne souhaite pas lui-même mettre en œuvre. Il écarte l'idée que, même à court terme, une variation de la masse monétaire puisse avoir une influence transitoire sur le taux d'intérêt, adoptant ainsi une position plus restrictive que Hume et Ricardo.

L'offre de fonds prêtables dépend de la structure sociale et de la répartition des revenus entre les salariés et les propriétaires fonciers qui n'épargnent guère et les négociants ou les manufacturiers habitués au contraire à la parcimonie. Une baisse du taux d'intérêt réduit l'offre de fonds prêtables: elle incite les prêteurs à mettre eux-mêmes en œuvre leurs capitaux ou à trouver à l'étranger des possibilités de traitement plus rémunératrices. La demande résulte de la comparaison entre le taux de profit et le taux d'intérêt. Comme l'accumulation du capital accroît la concurrence et fait baisser le taux de profit, alors

qu'elle augmente la masse de fonds à la recherche d'un placement, elle tend à faire baisser le taux d'intérêt. Ainsi, en général, le taux d'intérêt est moins élevé dans les pays riches que dans les nations pauvres.

Smith soutient que l'Etat doit fixer un taux d'intérêt maximal. «Ce taux devrait toujours être un peu au-dessus du taux le plus bas de la place ou du prix que paient habituellement pour l'usage de la monnaie les débiteurs les plus sûrs» (Smith, 1776, p. 356). En effet, si aucun taux d'usure n'est fixé ou s'il est très élevé, la majorité des fonds sera prêtée aux «prodiges ou aux faiseurs de projets», elle servira à financer des projets très risqués. Si, au contraire, le taux d'usure est légèrement plus élevé que celui des placements les plus sûrs, les projets risqués seront écartés. Ainsi, la conception que se fait Smith d'une politique du taux d'intérêt est caractéristique d'un système financier non hiérarchisé où n'existe ni réescompte, ni banque centrale.

3.3. La doctrine des effets réels

Hume considère que l'émission excessive de billets est inflationniste. Pour éviter ce risque, tout en bénéficiant des avantages offerts par un paiement en billets, il préconise la création d'une banque publique et la mise en place d'un système où l'obligation de constituer des réserves d'un montant égal à la valeur des émissions de billets vient assurer la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie. Le point de départ de Smith est différent. La convertibilité garantit une évolution parallèle des prix intérieurs et internationaux; la quantité de monnaie évolue selon les besoins et le seul problème est d'énoncer les principes et, si nécessaire, les règles qui assurent la solvabilité des banques dans un système où aucune banque centrale n'intervient pour jouer le rôle du prêteur en dernier ressort et préserver la liquidité bancaire. La thèse de Smith est que le système fonctionnera plus efficacement si «la concurrence y est plus librement et plus généralement établie» (Smith, 1776, p. 329). Le respect par les banquiers des règles de prudence, que leur dicte leur intérêt personnel, assure leur solvabilité.

Smith a étudié le système bancaire anglais et diverses expériences qui avaient été menées dans les colonies d'Amérique du Nord, cependant l'organisation qu'il analyse est étroitement calquée sur celle qui existait de son temps en Ecosse. La circulation y est assurée par des pièces d'or et d'argent et par des billets qui sont immédiatement payables en espèces. Les banques émettent du papier-monnaie quand elles escomptent des effets de commerce et quand elles accordent des avances en compte-courant. Les intérêts de ces prêts constituent leurs gains. Leurs coûts, au-delà des salaires des employés et des dépenses d'infrastructure, consistent dans les frais qu'impliquent la constitution et le maintien des réserves qu'elles conservent pour faire face aux demandes éventuelles de paiement de leurs clients. On peut les décomposer en deux éléments: le coût d'opportunité des fonds immobilisés et les dépenses nécessaires pour les reconstituer.

Tant que les billets ne sont pas en excès, c'est-à-dire tant que la quantité de papier-monnaie ne dépasse

pas la valeur des métaux précieux qui auraient circulé en l'absence de tout billet de banque, les réserves ne sont qu'une fraction des crédits et les gains des banques sont supérieurs à leurs dépenses. Imaginons cependant qu'une banque dépasse ce seuil. «L'excédent de son papier lui revient sans cesse en remboursement, elle doit augmenter la quantité d'or et d'argent qu'elle tient en caisse non seulement en proportion de cette circulation surabondante mais dans une proportion beaucoup plus forte» (Smith, 1776, p. 301). Ainsi, un banquier, qui suit son propre intérêt, n'émettra pas plus de billets que ne l'exigent les besoins de la circulation pour un taux de change et un niveau des prix donnés.

Cependant, une banque particulière ne peut guère limiter son activité en fonction de cette grandeur macro-économique que constitue la quantité de billets qui peut facilement circuler dans le pays. La doctrine des «effets réels» s'efforce de montrer qu'il existe une règle simple de gestion dont le respect garantit une croissance parallèle des besoins de la circulation et de la quantité de monnaie émise. Smith soutient que, si les banques se bornent à prêter aux marchands et aux entrepreneurs les sommes qu'ils doivent conserver en liquide pour répondre aux demandes occasionnelles, l'émission de billets ne saurait être excessive. Il en est ainsi quand les banques se bornent à escompter des effets réels, c'est-à-dire des lettres de change «tirées par un véritable débiteur et [...] réellement payées à leur échéance» (Smith, 1776, p. 304). Quand l'effet arrive à son terme, la banque est remboursée de son avance, ses réserves sont reconstituées et elle n'a aucune dépense à faire pour les maintenir à leur niveau désiré. Ce principe de prudence assure une croissance de la quantité de monnaie à un rythme dicté par l'évolution du produit réel et de la demande de monnaie. La seule difficulté est alors de distinguer les effets réels, qui sont la contrepartie des transactions effectives, et les effets de complaisance que les négociants émettent pour se procurer des liquidités.

Dans le cas des avances en compte-courant, la comparaison des entrées et des sorties de fonds permet au banquier de vérifier que l'émission de billets n'a pas été excessive. Si le marchand, qui a bénéficié d'un crédit, règle régulièrement ses acomptes, on pourra présumer qu'il est solvable et la liquidité des actifs bancaires sera préservée.

La réglementation bancaire peut être ainsi réduite au minimum. «En empêchant les banquiers d'émettre aucun billet de banque, au-dessous d'une certaine somme et en les assujettissant à l'obligation d'acquitter ces billets immédiatement et sans aucune condition, à l'instant de la présentation, on peut après cela, sans craindre la sûreté générale, laisser à leur commerce, à tous égards, la plus grande liberté» (Smith, 1776, p. 329).

4 - Le marché et l'Etat

De Hobbes à Rousseau, les philosophes ont longtemps pensé que l'Etat trouve son origine dans un contrat par lequel les hommes acceptent de se soumettre à une série de règles. Les économistes adoptent une démarche comparable quand ils justifient l'intervention de l'Etat par le souci d'améliorer l'efficacité du système en corrigeant les échecs du marché. Smith soutient, au contraire, que le gouvernement naît du développement de la société et que sa nécessité s'impose dès qu'une richesse un peu considérable a été accumulée. Son rôle est, d'abord, de défendre la propriété, de protéger le riche contre le pauvre. «Les lois et le gouvernement peuvent être considérés [...] comme une association des riches pour opprimer les pauvres et pour préserver [...] l'inégalité [...] qui serait autrement bientôt détruite par les attaques des pauvres qui, s'ils n'étaient empêchés par le gouvernement, réduiraient les autres à l'égalité par la violence ouverte» (Smith, 1762-3, p. 208). Dès lors, l'organisation de l'Etat est déterminée par la nature des relations de propriété qui se transforment, durant le processus naturel de développement, quand évolue la façon dont les hommes se procurent leurs moyens de subsistance. Ainsi, le libéralisme de Smith s'appuie sur une conception matérialiste de l'histoire qui, par un curieux «retournement dialectique» deviendra, chez Marx, le fondement du «socialisme scientifique».

Selon Smith, l'humanité a connu, depuis ses origines, quatre stades principaux de développement: les hommes furent chasseurs puis bergers avant de devenir des agriculteurs et des commerçants. Cette évolution des moyens d'existence s'est accompagnée d'une transformation de l'organisation politique et sociale. Tant que les richesses restent faibles et que ceux qui en sont exclus peuvent se procurer par leur travail les moyens de leur subsistance, la société reste relativement égalitaire. Au stade de la cueillette et de la chasse, l'absence de toute propriété, un tant soit peu considérable, limite les querelles entre les hommes et les dispense d'établir une administration régulière de la justice. De la pauvreté universelle naît l'égalité, et l'autorité, qui ne peut être fondée que sur l'âge et les qualités personnelles, reste fragile et faible. Au contraire, quand les puissants détiennent seuls les moyens de se procurer la nourriture, les troupeaux ou la terre, les pauvres ne peuvent attendre leur subsistance que de leur bienveillance: ils dépendent personnellement de leurs maîtres. La société est alors strictement hiérarchisée et le pouvoir, fondé sur la richesse, devient plus ou moins despotique. Dans les sociétés commerciales, les hommes retrouvent, au moins en partie, cette liberté qu'ils avaient perdue à l'époque des bergers et au début de l'âge agricole. La substance même des droits de propriété s'est transformée. Le contrat signé entre le fermier et le propriétaire foncier est d'une nature différente du lien de dépendance personnelle qui s'établit entre le serf et son seigneur. L'un paie la terre à son prix alors que l'autre est un sujet. Parallèlement, le caractère héréditaire de la richesse et du pouvoir s'affaiblit. Dans une économie où le commerce et les manufactures sont peu développés, les riches ne peuvent guère trouver d'autres emplois à leurs revenus que d'entretenir une foule de clients et de gens à leur suite. C'est de leur générosité qu'ils tirent leur pouvoir mais il est bien rare qu'ils la poussent jusqu'à dilapider leur fortune. Ainsi, la richesse et le pouvoir restent d'une génération à l'autre dans la même famille. Mais, quand le commerce et l'industrie offrent aux propriétaires des objets de luxe qu'ils peuvent consommer eux-mêmes, les

seigneurs ne se bornent pas à renvoyer leur suite pour se procurer ces frivolités, bien souvent ils gaspillent leur patrimoine. Ainsi, il est rare que la richesse et le pouvoir restent plusieurs générations dans la même famille. Dans une société marchande, l'autorité cesse d'être héréditaire. Le développement du commerce permet de rétablir l'égalité et de restaurer les bases de la liberté politique.

La démarche historique qu'adopte Smith pour expliquer l'origine et les transformations du gouvernement civil le conduit à analyser les fonctions de l'Etat dans la société commerciale de toute autre façon qu'on ne le fait aujourd'hui. Pour les économistes modernes, l'Etat naît de l'échec du marché; son rôle est de faire coïncider les coûts sociaux et privés, d'offrir des biens collectifs. L'approche de Smith est plus pragmatique. Il s'agit moins, pour lui, de définir le domaine souhaitable des interventions de l'Etat que de mettre en évidence les coûts de la politique économique d'inspiration «mercantiliste». Plutôt que d'expliquer ce que doit entreprendre l'Etat, il s'efforce de montrer ce qu'il peut éviter de faire. Au 18^{ème} siècle, les gouvernements cherchaient, à travers des dispositions multiples, à stimuler la croissance. Ils intervenaient pour obtenir une balance commerciale excédentaire, pour protéger certaines activités contre la concurrence étrangère et pour attirer les capitaux dans les branches qui leur semblaient prioritaires. Pour Smith, ces mesures ont freiné le développement. Le gouvernement ne doit pas chercher à «être le surintendant de l'industrie des particuliers et à la diriger vers les emplois les mieux assortis à l'intérêt de la société» (Smith, 1776, p. 687). Il doit laisser chacun suivre la route que lui dicte son instinct et laisser s'établir enfin «le système simple et facile de la liberté naturelle».

4.1. Les fonctions de l'Etat

L'Etat doit d'abord protéger la société contre la menace d'une agression extérieure. Pour des raisons sociales et techniques, cette charge devient plus lourde dans les sociétés commerçantes. Alors que le chasseur ou le berger est, en même temps, un guerrier, l'ouvrier ne peut pas, sans compensation, quitter son emploi. Il appartient donc au gouvernement d'entretenir les soldats. Simultanément, les armes utilisées sont devenues plus coûteuses; leur maniement impose un apprentissage et une spécialisation. Les principes généraux de la division du travail s'appliquent en matière de défense et l'évolution conduit à faire du métier des armes un métier particulier, à préférer une armée de troupes réglées aux milices. Le souci de protéger la nation peut justifier certaines dispositions héritées du passé que de simples considérations économiques condamneraient. Pour cette raison, on peut approuver les subventions en faveur de la production de poudre et admettre les mesures contenues dans l'Acte de navigation (Smith, 1776, p. 465).

Le second devoir du souverain est de protéger chacun des membres de la société contre l'injustice. Durant la période la plus primitive et la plus rude de l'histoire de l'humanité, le besoin d'un magistrat civil se faisait rarement sentir, car les hommes ne pouvaient guère se faire de tort que dans leur personne ou dans leur honneur. L'accumulation des richesses, en multipliant les sources et les occasions de conflits a rendu cette tâche plus lourde et plus complexe. Ainsi, l'exercice de la justice qui fut longtemps pour le

souverain une source de revenu — les plaignants ne manquant jamais de joindre à leur requête un présent — devient, dans la société marchande, une charge, au moins quand on convient, pour éviter la corruption, que le gouvernement doit dédommager les juges par un salaire. Toutefois, il n'y a pas de raison pour que ces frais retombent sur le budget général, ils doivent être payés par ceux qui en bénéficient, c'est-à-dire par les parties, sous la forme d'honoraires de cour. On trouve ici une première application d'un principe souvent évoqué par Smith selon lequel les coûts d'un service public doivent être supportés par ses usagers.

Le troisième devoir de l'Etat est de créer et d'entretenir des institutions et des ouvrages publics qui, «bien qu'ils soient, au plus haut degré, avantageux pour une société, sont néanmoins d'une nature telle que le profit ne pourra jamais rembourser les dépenses d'un individu ou d'un petit nombre d'individus» (Smith, 1776, p. 723). Ce texte semble définir de façon très large le domaine d'action de l'Etat. Cependant, il faut, pour l'interpréter, se souvenir que les sociétés de capitaux ne pouvaient être créées, à cette époque, qu'avec l'autorisation du parlement ou grâce à une charte royale. Ainsi, l'Etat intervenait dans la formation de toute entreprise trop importante pour relever d'une société de personnes. Ce contexte institutionnel, s'il peut induire en erreur le lecteur, a au moins un «avantage». Il incite Smith à traiter de la même façon les administrations publiques et les grandes sociétés privées. Les mêmes problèmes de contrôle et d'efficacité se posent dans ces deux types d'organisation.

Les institutions publiques — dans le sens très particulier que Smith donne à ce terme — peuvent avoir pour objectif de faciliter, en général, le commerce. Elles seront créées pour bâtir ou entretenir les routes, les canaux, les ponts ou les ports, pour frapper la monnaie ou pour assurer le service de la poste. Smith ne suggère nullement l'idée que ces biens sont, par nature, collectifs. C'est l'importance des sommes à avancer qui justifie l'intervention de l'Etat. L'exploitation de l'ouvrage sera laissée au secteur privé si le concessionnaire n'est pas en position de monopole et si les forces du marché l'incitent à entretenir régulièrement l'ouvrage. C'est l'exemple des canaux. Par contre, dans le cas des routes, le concessionnaire pourrait négliger leur entretien. Smith pense qu'elles doivent être confiées aux collectivités locales qui sont mieux à même d'apprécier leur intérêt qu'un représentant de l'administration centrale.

Dans tous les cas, les dépenses ne doivent pas retomber sur le revenu général. Convenablement gérés, ces services doivent même dégager un revenu net. Ainsi, les routes et les canaux seront financés par des péages; les ports, par un droit de tonnage. Chaque utilisateur contribuera à l'entretien des ouvrages en raison de la dégradation et de l'usure qu'il occasionne. Ce principe est défendu sur la base de la justice — chacun paie en fonction du service rendu— et sur la base de l'efficacité. Si les routes, les canaux, les ponts [...] sont financés par les seules ressources des péages, ils ne seront créés qu'à bon escient. Toutefois, certains services publics —par exemple, l'éclairage des rues— ne fournissent, par nature, aucun revenu. Ils seront gérés par une administration locale ou régionale pour les mêmes raisons de justice et d'efficacité.

Pour stimuler les échanges avec des régions éloignées, l'Etat a autorisé la création de sociétés de capitaux auxquelles il a souvent accordé un monopole. Smith observe qu'elles n'ont guère été rentables et il attribue leur échec financier à la séparation du pouvoir de gestion et des droits de propriété. Certes, dans ces organisations, la direction est sous le contrôle théorique des actionnaires. Mais, ceux-ci n'ont, en général, aucune compétence pour gérer les affaires de la compagnie, «tout ce qu'ils veulent, c'est de ne se donner aucun souci là-dessus et de toucher, chaque année ou tous les six mois, le dividende que les directeurs pensent approprié de leur payer» (Smith, 1776, p. 741). Les dirigeants se comportent comme les régisseurs de l'argent d'autrui et on ne peut guère attendre d'eux la vigilance dont les associés d'une société de personnes font preuve dans la gestion de leurs fonds. Cette négligence et cette profusion expliquent la médiocrité des résultats de ces compagnies.

Smith admet que le commerce lointain implique des dépenses extraordinaires et qu'il doit faire l'objet d'une protection: les marchands qui l'entreprennent supportent un risque important et il est raisonnable de les autoriser à se regrouper dans des sociétés de fonds. L'Etat peut leur concéder un monopole comparable à celui dont bénéficie l'inventeur d'une machine nouvelle mais ce privilège doit être transitoire et, à terme, le commerce doit être ouvert à l'ensemble des marchands.

L'analyse des résultats des diverses compagnies conduit Smith à soutenir l'idée que de telles sociétés ne peuvent réussir que dans les activités où leurs opérations peuvent être réduites à la routine. Il cite, comme exemple, les banques, les assurances, la construction et l'entretien des canaux. Ces diverses branches ont deux points communs. Elles exigent des investissements importants ou impliquent des risques qui seront plus difficilement supportés par des sociétés de personnes. La gestion peut y être réduite à quelques règles simples. Ces caractéristiques expliquent le succès relatif qu'y obtiennent les sociétés de fonds.

Il est un autre domaine où l'intervention de l'Etat est souhaitable dans une société marchande, c'est celui de l'éducation. En effet, les progrès de la division du travail entraînent un appauvrissement des tâches et la dextérité qu'acquiert un ouvrier dans son métier particulier semble s'être développée au détriment de ses qualités intellectuelles et sociales; L'Etat doit compenser, en partie, ces coûts sociaux de la croissance en favorisant l'éducation élémentaire. Smith ne pense pas toutefois qu'il doive prendre en charge l'ensemble des dépenses d'enseignement. L'analyse du fonctionnement des Universités anglaises montre en effet qu'un maître, dont les émoluments sont fixes et dont le traitement est versé en totalité par l'Etat ou par l'institution qui l'emploie, néglige, plus ou moins, son devoir. Smith est ainsi conduit à préconiser la création par l'Etat d'une école dans chaque paroisse qui serait financée par un revenu local ou régional. Pour éviter que le maître ne délaisse son métier, il ne serait qu'en partie payé par cette collectivité locale; une fraction, au moins, de son traitement lui serait directement versé par ses élèves. Simultanément, l'Etat obligerait la masse du peuple à acquérir un minimum de connaissances en instituant un examen auquel devrait satisfaire tout homme qui prétendrait exercer un métier ou ouvrir un commerce.

4.2. Les finances publiques

Le système fiscal que préconise Smith doit obéir à quatre maximes qui sont restées célèbres.

1 - «Les sujets de l'Etat doivent contribuer au soutien du gouvernement, chacun, le plus possible, en proportion du revenu dont il jouit sous la protection de l'Etat» (Smith, 1776, p. 825). Cet adage est à l'origine de deux approches différentes de l'imposition. Selon la première — *the benefit approach* — la contribution de chacun doit dépendre des bénéfices qu'il tire de la protection de l'Etat et des services de l'administration. Cette analyse, qui écarte toute idée de redistribution des revenus, se fonde sur la théorie du contrat social. Selon la seconde — *the ability to pay approach* — il est impossible d'apprécier ce que chaque citoyen tire des dépenses publiques et les impôts doivent être répartis entre les hommes selon un principe d'équité qu'il convient alors de préciser. Le plus souvent, Smith se réfère à la première thèse; il souhaite, chaque fois que cela est possible, que les dépenses de l'Etat soient couvertes par ceux qui en bénéficient. Il admet, cependant, que les impôts puissent avoir une fonction de redistribution: «il n'est pas très déraisonnable que les riches contribuent aux dépenses de l'Etat, non seulement à proportion de leur revenu, mais encore quelque chose au-delà de cette proportion» (Smith, 1776, p. 842).

2 - L'impôt doit être certain et non pas arbitraire; chaque contribuable doit pouvoir connaître à l'avance son montant et l'époque de son paiement.

3 - L'impôt doit être perçu à l'époque et selon le mode les plus commodes pour les contribuables.

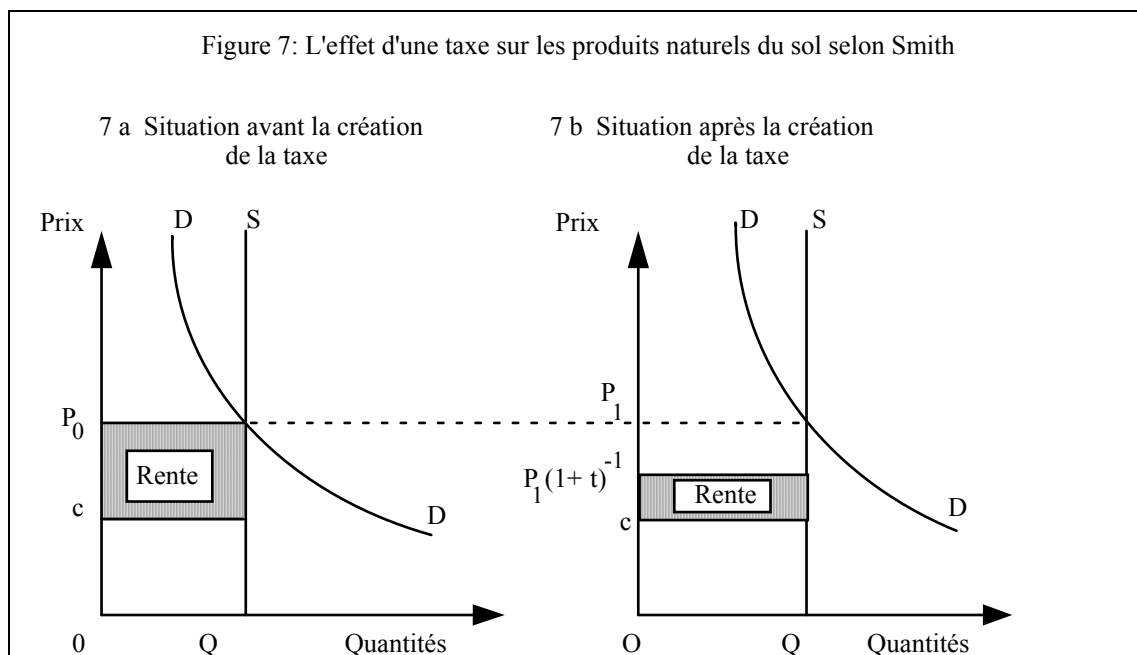
4 - Le rendement de l'impôt, défini comme le rapport entre les sommes versées par le public et celles perçues par l'Etat, doit être maximum. Il convient donc d'abandonner la pratique de l'affermage des impôts. En effet, les fermiers généraux retirent du produit de l'impôt un profit qui est, presque toujours, exorbitant, car l'importance du capital à mettre en œuvre limite la concurrence à un petit nombre d'entrepreneurs qui peuvent ainsi bénéficier de gains de monopole. On peut, aussi, rattacher à cette maxime l'idée qu'une augmentation du taux d'imposition peut, en encourageant la contrebande ou en freinant la consommation, diminuer le revenu de l'Etat. Ainsi, certains droits de douane devraient être réduits.

Le système fiscal peut, en affectant le prix des biens et la rémunération des facteurs de production, modifier l'allocation des ressources. Curieusement, Adam Smith admet, dans quelques cas, que l'impôt doit jouer un rôle actif. L'exemple le plus célèbre est son analyse de la rente de la terre. Pour éliminer des baux certaines dispositions qui freinent les progrès de la culture, il suggère que les rentes qu'ils prévoient soient évaluées plus haut que les rentes habituelles en argent. Il pense aussi que la fiscalité doit inciter les propriétaires à faire-valoir eux-mêmes une partie de leurs terres. Sa conclusion illustre bien, s'il en était besoin, les limites de son libéralisme: «Un pareil système d'administration[...] pourrait[...] servir[...] à introduire dans la méthode de gouverner les terres, un plan ou une police très capable d'accélérer dans le pays, d'une manière sensible, les progrès de l'amélioration et de la bonne culture» (Smith, 1776, p. 832).

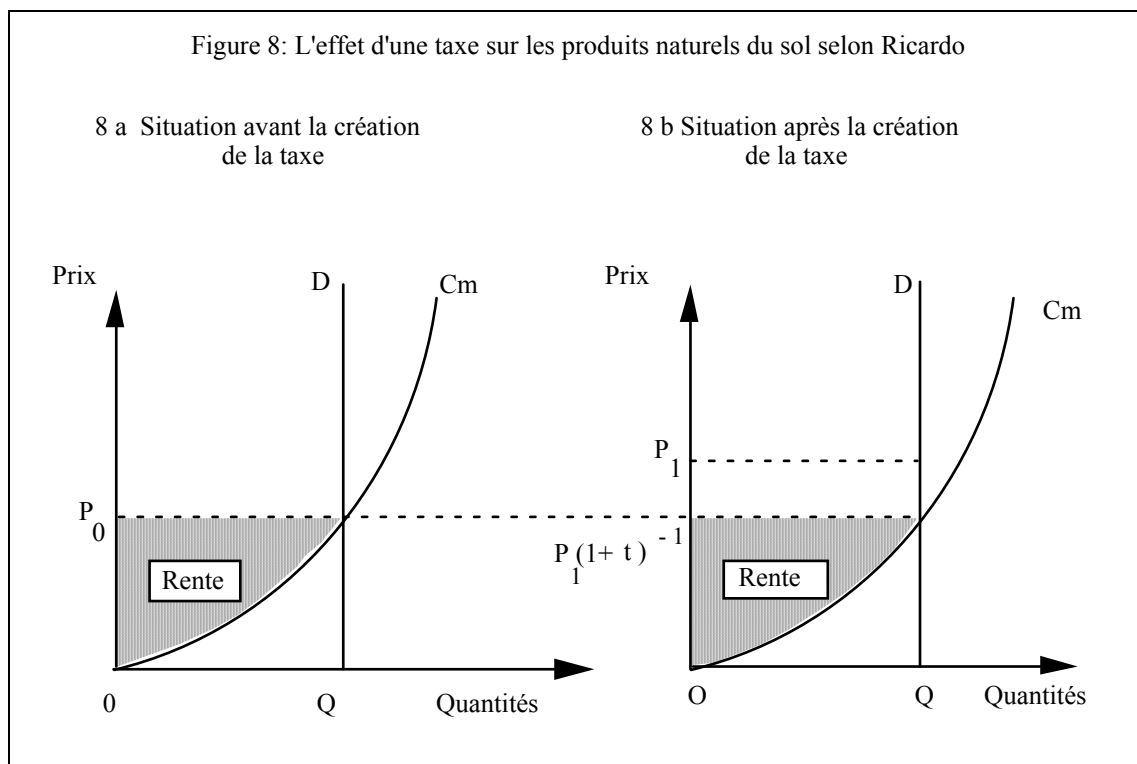
Une taxe ne retombe pas nécessairement sur celui qui, apparemment, la paie. Il peut, en effet, la

répercuter soit en aval sur le prix des produits, soit en amont sur la rémunération des facteurs. L'analyse que fait Smith de l'imputation des impôts illustre parfaitement sa théorie de la répartition. Un impôt sur la rente sera payé par les propriétaires fonciers alors qu'une taxe sur les salaires ou les profits sera répercutée sur les prix et retombera sur les consommateurs ou sur les propriétaires fonciers. On peut ainsi opposer la rente, revenu résiduel, aux profits et aux salaires, revenus nécessaires.

En général, le loyer d'une ferme ou d'une maison d'habitation est un revenu mixte. Il comprend, à la fois, la rente de la terre et un profit qui rémunère le capital investi dans la construction des bâtiments et dans l'amélioration des sols. Comme il est difficile de distinguer empiriquement ces deux éléments, c'est l'ensemble du revenu composite qui sera imposé. Cette circonstance rend quelque peu complexe l'analyse des effets d'une taxe sur les loyers. Un impôt ne peut affecter de façon permanente la fraction du revenu qui rémunère le capital investi sinon celui-ci chercherait ailleurs un emploi plus rentable. Il retombe donc soit sur le locataire, soit sur la rente du sol proprement dite. Dans le cas des maisons d'habitation, Smith suppose que la fraction de son revenu que le locataire consacre à ses dépenses de logement est fixe. Dès lors, l'impôt retombera en partie sur le propriétaire, dont le revenu disponible diminuera, et, en partie, sur le locataire qui devra choisir une habitation plus petite. Par opposition, une taxe sur les produits naturels du sol ou un impôt foncier sera entièrement payé par le propriétaire du sol. Cette proposition découle d'une hypothèse de complémentarité entre les facteurs de production. Admettons que la terre est homogène et qu'elle est entièrement utilisée à produire du blé. Le prix de celui-ci avant la création d'une taxe est P_0 . Il est déterminé par la demande (figure 7 a) puisque la quantité de blé offerte est fixée par la quantité de terre disponible. La rente $[(P_0 - c)Q]$ est déterminée par la différence entre le prix et le coût qui est, ici, indépendant des quantités produites. Supposons que l'Etat crée un impôt de taux t sur les produits naturels. Ni la demande, ni l'offre ne seront affectées. Le prix après impôt P_1 sera donc égal au prix initial. Par contre, le prix après impôt diminuera, alors que les coûts resteront inchangés. Ainsi, l'impôt retombera dans sa totalité sur le propriétaire foncier dont la rente en argent diminuera.



La spécificité de la thèse de Smith apparaît sans doute mieux quand on lui oppose celle de Ricardo (1817, p. 183). Pour celui-ci, si un impôt sur la rente retombe sur le seul propriétaire terrien, il n'en est pas de même d'un impôt foncier, qui toucherait indifféremment toutes les terres ou d'une taxe sur les produits naturels du sol: de tels impôts seront répercutés sur les prix. Cette idée s'appuie sur le mécanisme de la rente intensive, c'est-à-dire sur l'existence de substitutions possibles entre la terre et le capital. Selon Ricardo, il est possible d'augmenter la production sur une terre homogène en y appliquant davantage de capital mais cette utilisation de techniques plus intensives entraîne une hausse des coûts (figure 8). Le prix est déterminé par le coût de production marginal. Soit P_0 le prix en l'absence de taxe. Supposons que l'Etat crée un impôt au taux t sur les produits naturels du sol, alors, si l'élasticité de la demande de ce bien par rapport au prix est nulle, la taxe sera intégralement répercutée sur le prix du produit (figure 8 b). En d'autres termes, chez Ricardo, la production est élastique par rapport aux prix et, dès lors, une augmentation de l'impôt affecte le prix du produit.



Par opposition à la rente, revenu résiduel et donc imposable, les salaires et les profits ne peuvent guère être soumis à l'impôt, car une baisse du salaire disponible ou du profit réduisent le rythme de croissance de la population ou le taux d'accumulation du capital. Le profit se décompose en deux fractions: l'intérêt et la rémunération du travail effectué par l'entrepreneur. Selon Smith, cette seconde partie se réduit, le plus souvent, à un minimum au-dessous duquel il ne vaudrait plus la peine de prendre le risque et la charge d'investir un capital. Ainsi, un impôt sur les profits retombera sur l'intérêt ou sera répercuté sur les prix. L'idée de Smith est que la mobilité internationale des capitaux leur permet pratiquement d'échapper à l'impôt. «Le propriétaire d'un capital est à proprement parler un citoyen du monde et il n'est pas nécessairement attaché à un pays particulier. Il serait prêt à abandonner le pays où il est exposé à des investigations irritantes en vue de le soumettre à une lourde taxe et à transférer ses fonds dans quelque autre pays où il pourrait mener ses affaires ou jouir à son aise de sa fortune» (Smith, 1776, p. 849).

Le salaire réel se fixe à un niveau tel que la population et la demande de travail augmentent au même rythme: c'est une fonction croissante du taux d'accumulation. Le salaire monétaire dépend du prix des biens de subsistance, c'est-à-dire de «toutes les choses dont les honnêtes gens, même la dernière classe du peuple, ne sauraient décentement manquer selon les usages du pays» (Smith, 1776, p. 870). Ainsi, une taxe sur les biens de subsistance se répercute sur les salaires monétaires alors qu'un impôt sur les biens de luxe, laissant inchangé les moyens dont disposent les classes inférieures pour élever leur famille, n'affecte pas les salaires et retombe sur ceux qui consomment la marchandise taxée. Un impôt sur les salaires, s'il laisse inchangée la demande de travail, n'affectera pas le salaire réel disponible et, comme le profit n'est pas imposable, retombera sur la rente et/ou sera répercuté sur les prix. Il sera, ainsi, payé par

les consommateurs et les propriétaires fonciers. Toutefois, cette analyse n'est qu'une première approximation. Si les impôts sur les salaires réduisent le rythme de l'accumulation, la croissance de la demande de travail sera freinée et le salaire réel diminuera.

4.2. la dette publique

Les «mercantilistes» considéraient que l'augmentation de la dette publique ne constitue pas, en tant que telle, un problème: elle implique simplement une augmentation des créances qu'une partie des citoyens détenait sur l'autre. Mieux, si l'on en croit l'interprétation de Smith, certains d'entre eux voyaient en elle une richesse nette. Cependant, au 18^{ème} siècle, elle s'était gonflée au point que la charge du service de la dette constituait près de la moitié des dépenses de l'Etat. Hume avait souligné les dangers d'un tel endettement en notant que l'augmentation des impôts nécessaires pour régler les intérêts contribuait à augmenter les prix et à accabler la classe la plus pauvre. Cependant, le mal lui semblait surtout politique: le développement d'une classe oisive vivant des intérêts de la dette, la concentration de la population et de la richesse dans la capitale, la dépendance accrue vis-à-vis des prêteurs étrangers affaiblissaient, selon lui le corps politique.

Smith soutient que l'effet sur la croissance et l'emploi d'une dépense gouvernementale ne sera pas le même selon qu'elle est financée par l'impôt ou par l'emprunt. Certes, une hausse des impôts peut, en diminuant le revenu disponible, réduire l'épargne et freiner le rythme de l'accumulation; cependant, puisqu'elle retombe surtout sur la rente des propriétaires fonciers, elle a essentiellement pour effet de réduire le fonds qu'ils destinent à l'emploi de travailleurs improductifs. En d'autres termes, les sommes auparavant consacrées à l'entretien de domestiques serviront à payer les fonctionnaires de l'Etat. Ainsi, une augmentation des dépenses de l'Etat financée par l'impôt n'aura qu'un effet limité sur les progrès de la richesse. Si, au contraire, l'accroissement des dépenses est financée par emprunt, une fraction du capital qui était utilisée pour entretenir des travailleurs productifs sert désormais à payer des improductifs. Le capital et la richesse diminuent. Ainsi, chaque fois que cela est possible, il est préférable de recourir à l'impôt plutôt qu'à l'emprunt.

La main invisible et le marché

Bien que Smith ne l'emploie que rarement, la métaphore de la «main invisible» est devenue le symbole de son œuvre. Quand on l'évoque aujourd'hui, c'est le plus souvent pour décrire le mécanisme d'un marché concurrentiel où chaque agent, en cherchant à maximiser son gain, contribue à un mécanisme qui conduit à un «optimum» social.

Une telle interprétation est, cependant, bien partielle et même trompeuse. Après tout, ce n'est pas à l'occasion de l'analyse du marché que Smith invoque, pour la première fois, sa métaphore, mais dans de toutes autres circonstances. L'harmonie naît moins du mécanisme économique que de l'intervention de la providence ou, plus précisément, de la divinité (Smith, 1795, p. 49; Macfie, 1971). Si «la main invisible»

conduit les hommes au bien-être commun, ce n'est pas en faisant appel à des incitations qui affectent les décisions d'un agent rationnel. Elle les trompe, elle les dupe en leur suggérant un comportement dont les résultats ne peuvent que les décevoir (Davies, 1990).

C'est l'illusion qui partout excite l'activité des hommes et les tient dans un mouvement continu. C'est elle qui poussera le fils d'un homme pauvre «que le ciel, dans sa colère, doua d'ambition» (Smith, 1759, p. 207) à travailler, en vain, pour accumuler des richesses et atteindre la grandeur. A la fin de ses jours, il découvrira que les biens qu'il a tant désirés, la position sociale qu'il a convoitée, ne sont que des frivolités. C'est le même mirage qui pousse le propriétaire foncier à parcourir d'un œil «avide» ses vastes domaines. Mais, sa soif de jouissances ne peut être que déçue. «L'estomac du riche n'est pas en proportion avec ses désirs et il ne contient pas plus que celui du villageois grossier» (Smith, 1759, p. 211). Il lui faudra bien consommer sa richesse et pour acheter quelques mets délicats, pour acquérir des bagatelles et des superfluidités, il devra distribuer les biens de subsistance qu'il a amassés et qu'il est incapable de consommer. En dépit de son avidité et de son égoïsme, il partagera sa richesse. «Une main invisible semble forcer [les riches] à concourir à la même distribution des choses nécessaires à la vie qui aurait eu lieu si la terre eût été donnée en égale portion à chacun de ses habitants; ainsi, sans en avoir l'intention, sans même le savoir, le riche sert l'intérêt social et la multiplication de l'espèce humaine» (Smith, 1759, p.212). Elle fait mieux et plus que le marché en établissant ce minimum d'équité sans lequel le progrès de la société et même sa simple survivance ne pourraient guère se concevoir.

Dans *La Richesse des Nations*, ce thème —l'homme atteint par ses actions un résultat qui n'est nullement dans ses intentions— réapparaît dans un chapitre où Smith critique le protectionnisme. Il ne faut pas chercher à freiner l'importation des marchandises qui peuvent être produites par l'industrie nationale et à orienter ainsi le capital vers les activités qui peuvent produire des «substituts d'importations». Le problème est celui de l'allocation du capital. La position de Smith est bien éloignée de celle des libéraux modernes. Il est convaincu que la répartition de l'investissement entre les secteurs d'activité affecte à la fois le niveau de l'emploi et le rythme de la croissance. Il existe un ordre naturel dans les progrès de la richesse: le développement de l'agriculture doit précéder celui de l'industrie et le développement des manufactures doit lui-même devancer le commerce intérieur et extérieur. Ce que Smith reproche aux hommes politiques, c'est d'avoir artificiellement freiné l'agriculture en prétendant soutenir le commerce et l'industrie.

Cependant, il n'appelle pas de ses vœux une politique qui viendrait soutenir artificiellement l'accumulation du capital dans les secteurs prioritaires. Il suffit de laisser les hommes investir là où ils le souhaitent. On pourrait penser que cette conclusion s'appuie sur l'idée que le marché permet une allocation optimale des ressources. Mieux que l'homme d'Etat ou que le législateur, chaque individu sait dans quelle activité son capital doit être mis en œuvre. Cependant, cet argument n'épuise pas le sujet. Les capitalistes chercheront, pour leurs fonds, l'emploi le plus rémunérateur et le moins risqué. Rien n'assure

qu'ils investirent d'abord dans les secteurs prioritaires.

C'est alors que Smith évoque des éléments du choix qui n'entrent pas, en général, dans des calculs comptables. Les hommes placeront leur argent dans l'agriculture car ils sont sensibles à la beauté des campagnes et ils préféreront l'industrie au commerce lointain car ils aiment avoir leur capital sous leurs yeux... On retrouve, ainsi, un thème cher aux philosophes écossais et que Smith et Hume ont tant développé: l'homme est conduit par ses passions et non par sa raison.

Pire, Smith ne se borne pas à remarquer une nouvelle fois que l'homme est conduit par une «main invisible» à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions. Il ajoute «ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler» (Smith, 1776, p. 456).

Le paradoxe est avéré. Quand on parle aujourd'hui de la «main invisible», c'est pour décrire le fonctionnement d'un marché où des agents rationnels adaptent de façon optimale leurs choix à des signaux qui leur fournissent une information parfaite. Smith qui imagina cette métaphore l'utilisait de toute autre façon. Il évoque ainsi le rôle de la providence qui, vient, si on peut dire, au secours du marché quand celui-ci s'avère incapable de remplir le rôle qui lui est dévolu: distribuer efficacement et équitablement le capital et le produit. Et les hommes, que guide cette main, sont de bien pauvres calculateurs qui ignorent, tout autant que le bien-être collectif, leur intérêt propre.

Adam Smith (1723-1790)

Adam Smith est né à Kirkaldy, petit port écossais sur le golfe du Forth. Sa date de naissance est incertaine, mais on sait qu'il fut baptisé le 5 juin 1723. Son père, Adam Smith, était clerc à la cour martiale et contrôleur des douanes. Il mourut en janvier 1723. Sa mère, Margaret Douglas, était issue d'une riche famille écossaise. Enfant unique et orphelin de père, Adam Smith était lié à sa mère par des sentiments affectifs profonds. Il resta célibataire et passa auprès d'elle une grande partie de sa vie.

Après des études élémentaires à Kirkaldy, Adam Smith s'inscrivit à l'Université de Glasgow en 1737. Son jeune âge n'était pas à l'époque exceptionnel pour un étudiant. Il y subit l'influence d'Hutcheson qui y enseignait la philosophie morale. De 1740 à 1746, il fut étudiant à Oxford au Balliol Collège. Il en garda une piètre estime pour les Universités anglaises.

Après un séjour de deux ans à Kirkaldy, il enseigna, à partir de 1748, la Rhétorique et les Belles Lettres à l'Université d'Edimbourg. En 1751, il devint professeur de logique puis de morale à l'Université de Glasgow. Durant cette période, il rédigea *l'Essai sur les sens externes* qui ne fut publié qu'après sa mort en 1795. Il publia, en 1759, *la Théorie des Sentiments Moraux* qui remporta aussitôt un très vif succès. On a une connaissance assez précise de son enseignement à travers les notes prises par les étudiants, qui sont aujourd'hui publiées. J.M. Lothian a découvert en 1958 des notes prises à son cours de rhétorique et de belles lettres en 1762-1763 (*Lectures on Rhetoric and Belles Lettres*, ed. J.M. Lothian, Edinburgh, 1963). E. Cannan avait publié en 1896 un manuscrit daté de 1766 et intitulé « *Lectures on Justice, Police, Revenue and Arms* » qui reprenait des notes du cours de jurisprudence datant, sans doute, de 1763-64.

En 1764, Adam Smith abandonna son poste pour devenir le précepteur du Duc de Buccleuch qu'il accompagna en France, d'abord à Toulouse, puis à Paris. Il eut ainsi l'occasion de faire la connaissance de plusieurs philosophes et économistes français, en particulier Voltaire, Quesnay et Turgot. En 1766, sa mission était accomplie et il se retira à Kirkaldy (1766-1773) où il rédigea *La Richesse des Nations* qui parut en 1776. Le retentissement de cet ouvrage, qui connut six éditions du vivant de Smith, fut immense. Il n'eut, par exemple, pas moins de trois traductions françaises (Blavet, 1781; Roucher, 1791; Germain Garnier, 1802). En 1777, il devint Commissaire des douanes à Edimbourg. Il mourut en 1790 après avoir publié une sixième édition, profondément remaniée, de *la Théorie des Sentiments Moraux*.

Références

- Benetti C. (1981), «La question de la gravitation des prix de marché dans la Richesse des Nations», *Cahiers d'Economie Politique*, n°6, p. 9-32.
- Bowley M. (1975), «Some aspects of the treatment of capital in The Wealth of Nations» in A.S. Skinner et T. Wilson, éditeurs, *Essays on Adam Smith*, The Glasgow edition of the Works and Correspondance of Adam Smith, associated volumes, Oxford University Press, Clarendon Press, Oxford.
- Buchanan D., (1814), *Observations on the subjects treated of in Dr. Smith's inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*, John Murray, Edinburgh, Londres, Oliphant, réédition A.M. Kelley.
- Buchanan J.M. (1976), «Public goods and natural liberty », in *The market and the State, Essays in honour of Adam Smith*, Skinner A.S. et Wilson T, éditeurs, At Clarendon Press, Oxford.
- Cantillon R. (1755), *Essai sur la nature du commerce en général*, Fletcher Gyles, Holborn, réédition INED, Paris, 1952.
- Condillac E., (1776), *Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*, Letellier et Maradan, Paris, seconde édition, 1795, réédition, Slatkine, Paris et Genève, 1980.
- Cropsey J., (1957), *Polity and economy: an interpretation of the principles of Adam Smith*, Martinus Nijhoff, The Hague.
- Davies J.R., (1990), «Adam Smith on the providential reconciliation of individual and social interests: is man led by invisible hand or misled by a sleight of hand», *History of Policical Economy*, vol. 22, n°2, pp. 341-352.
- Diatkine D., (1991)«Présentation de La Richesse des Nations», in Adam Smith, *La Richesse des Nations*, Traduction de Germain Garnier revue par Adolphe Blanqui, Flammarion, Paris.
- Dobb M., (1973), *Theories of value and distribution since Adam Smith, Ideology and economic theory*,

- Cambridge University Press, Cambridge.
- Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, mis en ordre et publié par Diderot et d'Alembert, Livourne, 1751-1772.
- Hobbes T. (1651), *Leviathan or the matter, forme and power of common wealth ecclesiasticall and civil*, Andrew Crooke, Londres, traduction française, Sirey, Paris, 1971.
- Hollander S. (1973), *The economics of Adam Smith*, University of Toronto Press, Toronto and Buffalo.
- Hollander S. (1987), *Classical economics*, Basil Blackwell, Oxford.
- Hume D. (1752), *Political discourses*, Edinburgh, A. Kincaid et A. Donaldson, réédition par Rotwein E., in «David Hume: Writings on Economics », T. Nelson et sons et The University of Wisconsin Press, 1955, réédition Books for libraries press, Freeport, New York, 1972.
- Hume D. (1776), «Lettre du 1 avril 1776 à Adam Smith», in *David Hume: Writings on Economics*, o.c., p. 217.
- Hutcheson F. (1747), *A short introduction to moral Philosophy*.
- Hutcheson F. (1755), *A system of moral philosophy, in three books*, R. et A. Foulis, Glasgow.
- Garegnani P. (1983), «The classical theory of wages and the role of demand schedules in the determination of relative prices », *American Economic Review*, vol. 73, pp. 309-313.
- Laidler D. (1981), «Adam Smith as a monetary economist», *Canadian Journal of Economics*, vol. 14, n°2, pp. 185-200.
- Lapidus A. (1986), *Le détour de valeur*, Economica, Paris.
- Locke J. (1690), *Two treatises of government*, Awnsham et John Churchill, Londres, traduction française Gilson, Librairie philosophique J. Vrin, Paris, 1977.
- Mandeville B. (1714), *The fable of bees: or, privates vices, public benefits. Containing several discourses, to demonstrate that human frailties [...] may turn'd to the advantage of the civil society [...]*, J. Roberts, Londres, traduction française, Librairie philosophique J. Vrin, 1974.
- MacCulloch (1825), *The principles of political economy with a sketch of the rise and progress of that science*, A. Black et W. Tait, Londres, réédition A.M. Kelley.
- Macfie A., (1971) «The invisible hand of Jupiter», *Journal of the History of Ideas*, volume 32, pages 595-599.
- Malthus T.R. (1827), *Definitions in political economy*, J. Murray, Londres.
- Marx K. (1861-63), *Theories sur la plus-value*, traduction française sous la responsabilité de G. Badia, Editions sociales, 1974.
- Marx K. (1869-1879), *le Capital, livre 2*, traduction française in «Karl Marx, œuvres, Economie», édition établie par M. Rubel, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1968.
- Sargent T.J. et Wallace N. (1982), «The real-bills doctrine versus the quantity theory: a reconsideration», *Journal of Political Economy*, vol. 90, n°6, pp. 1212-1236.
- Say J.B. (1803), *Traité d'économie politique*, Deterville, Paris, réédition Calman-Levy, Paris, 1972.
- Schumpeter J.A. (1954), *History of economic analysis*, George Allen & Unwin, Boston et Sydney, traduction française, Editions Gallimard, Paris, 1983.
- Smith A. (1759), *The theory of moral sentiments*, A. Millar et A. Kincaid et J. Bell, réédition in «The Glasgow edition of the Works and Correspondance of Adam Smith», édité par A.L. Macfie et D.D. Raphael, Oxford University Press, Oxford, 1980; traduction française Guillaumin, Paris, 1860, réédition, Editions d'aujourd'hui, Plan de La Tour, 1982.
- Smith A. (1762), *An early draft of part of the Wealth of Nations*, reproduit in «Lectures on jurisprudence», in « The Glasgow edition of the Works and Correspondance of Adam Smith», édité par R.L. Meek, D. D. Raphael et P.G. Stein, Oxford University Press, 1978.
- Smith A. (1762-3), *Lectures on jurisprudence*, report of 1762-3, in «The Glasgow edition of the Works and Correspondance of Adam Smith», édité par R.L. Meek, D. D. Raphael et P.G. Stein, Oxford University Press, Oxford, 1978.
- Smith A. (1766), *Lectures on jurisprudence*, report dated 1766, in «The Glasgow edition of the Works and Correspondance of Adam Smith», édité par R.L. Meek, D. D. Raphael et P.G. Stein, Oxford University Press, Oxford, 1978.
- Smith A. (1776), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Strahan et Cadell, Londres, réédition in « The Glasgow edition of the Works and Correspondance of Adam Smith», General editors: Campbell T. et Skinner A.S., Oxford University Press, Oxford, 1976.
- Smith A. (1795), *Essays on philosophical subjects*, Cadell, Davies et Creech, Londres, réédition in « The Glasgow edition of the Works and Correspondance of Adam Smith», édité par I.S. Ross, General editors D.D. Raphael et A.S. Skinner, Oxford University Press, Oxford, 1980.
- Sraffa P. (1951), «Introduction», in *The Works and Correspondance of David Ricardo*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Sraffa P. (1960), *Production of commodities by means of commodities, prelude to a critique of economic*

- theory*, Cambridge University Press, 1960, traduction française, S. Latouche, Dunod.
- Stigler G.J. (1976), «The successes and failures of Professor Smith», *Journal of Political Economy*, décembre, vol.84, n°6, pp. 1199-1213.
- Taylor W.L. (1965), *Francis Hutcheson and David Hume as precursors of Adam Smith*, Duke, North-Carolina.
- Thomson H.F. (1965), «Adam Smith philosophy of science», *Quarterly Journal of Economics*, mai, pp. 212-224.
- Turgot A.R.J. (1766), «Réflexions sur la formation et la distribution des richesses», reproduit in *Turgot, écrits économiques*, Calmann-Levy, Paris, 1970.
- Turgot A.R.J. (1769, a), «Lettre à Hume, 25 mars 1769», reproduit in *Turgot, écrits économiques*, Calmann-Levy, Paris, 1970.
- Turgot A.R.J. (1769, b), «Valeurs et monnaie», reproduit in *Turgot, Ecrits économiques*, Calmann-Levy, Paris, 1970.
- Vickers D. (1975), «Adam Smith and the status of the theory of money », in A.S. Skinner et T. Wilson, éditeurs, *Essays on Adam Smith*, The Glasgow edition of the works and correspondance of Adam Smith, associated volumes, Oxford University Press, Oxford.

Bibliographie

L'édition de référence des œuvres d'Adam Smith est *The Glasgow edition of the works and correspondance of Adam Smith, commissioned by the University of Glasgow to celebrate the bicentenary of the Wealth of Nations*, Oxford University Press, At Clarendon Press, Oxford.

The Theory of Moral Sentiments, édité par A.L. Macfie et D.D. Raphael, 1976.

An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations, édité par R.H. Campbell et A.S. Skinner, 1976.

Essays on Philosophical Subjects and miscellaneous pieces, édité par W.P.D. Wigtman, 1980.

Lectures on Rhetoric and Belles Lettres, édité par J.C. Bryce, ce volume comprend les *Considerations concerning the first formation of languages*, 1983.

Lectures on Jurisprudence, édité par R.L. Meek, D.D. Raphael et P.G. Stein; ce volume comprend deux comptes-rendus des cours de Smith et la première ébauche de la Richesse des Nations, 1978.

Correspondance d'Adam Smith, édité par E.C. Mossner et I.S. Ross, 1977.

Une reproduction de cette édition est disponible auprès de Liberty Press, Liberty Classics, Indianapolis. Les préfaces de Campbell et Skinner (La Richesse des Nations) et de Macfie et Raphael (La théorie des sentiments moraux) sont précieuses.

La traduction française que Garnier (Guillaumin, Paris, 1859) fit de la Richesse des Nations a été rééditée par Daniel Biatkine chez Flammarion, Paris, 1991. La traduction de la Théorie des sentiments moraux (Adam Smith, *Théorie des sentiments moraux ou essai analytique sur les principes des jugements que portent les hommes d'abord sur les actions des autres et ensuite sur leurs propres actions*, traduit par M^{me} S. de Grouchy et M^{ise} de Condorcet, précédé d'une introduction et accompagnée de notes par H. Baudrillard, Guillaumin, Paris, 1860) a été rééditée en fac-similé (Editions d'Aujourd'hui, Plan de La Tour, 1982). Les Essais philosophiques ont été traduits par Prévost (Paris, 1797). Ce texte n'est plus disponible.

L'ouvrage de Samuel Hollander (*The economics of Adam Smith*, University of Toronto Press, Toronto, 1973) présente une analyse minutieuse et pénétrante de la théorie smithienne. Hollander a repris ses idées dans *Classical economics*, Basil Blackwell, Oxford, 1987. Les ouvrages de J. Cropsey (*Polity and economy: an interpretation of the principles of Adam Smith*, Martinus Nijhoff, The Hague, 1957) et de M. Brown (*Adam Smith's economics, its place in the development of economic thought*, Croom Helm, Londres, New-York, Sydney, 1988) donnent de l'œuvre de Smith une vision plus générale en insistant sur ses aspects philosophiques et politiques. M. Dobb (*Theories of value and distribution since Adam Smith: ideology and economic thought*, Cambridge University Press, 1973) fait de Smith une lecture différente, inspirée par la tradition marxiste. E. Cannan (*A history of the theories of production and distribution from 1776 to 1848*, 1893, Percival, Londres, réédition par A.M. Kelley) fut longtemps l'ouvrage de référence. Sa contribution ne peut être ignorée sans dommage. Le livre de Paul Vidonne (*La formation de la pensée économique*, Economica, Paris, 1986) est, en français, le meilleur guide pour étudier cette période. La présentation de Daniel Diatkine au texte de *La Richesse des Nations* (Flammarion, Paris, 1971) est une référence précieuse notamment pour son analyse des rapports entre *la théorie des sentiments moraux* et *La Richesse des Nations*.

Le livre de J. Rae (*Life of Adam Smith*, Londres 1895, réédition par A.M. Kelley, 1965) fut longtemps la biographie d'Adam Smith. L'ouvrage de Campbell et Skinner (Campbell R.M. et Skinner A.S., *Adam Smith*, Croom Helm, Londres et Canberra, 1982) est sans doute aujourd'hui le plus recommandable.

Une bibliographie complète d'Adam Smith n'est guère possible. L'article de H.C. Recktenwald, «An Adam Smith renaissance anno 1776 ? The bicentenary output—A reappraisal of his scholarship », *Journal of Economic Literature*, vol.16, n°1, mars 1978, pp. 56-83, présente un très grand nombre (175) de contributions récentes. J.C. Wood a rassemblé en quatre volumes les articles (ou certains des articles) les plus importants qui furent écrits sur Smith et sur son œuvre. C'est un remarquable outil de travail (Wood J.C. éditeur, *Adam Smith: Critical assessments*, Croom Helm, Londres et Sydney, 1984). Plusieurs recueils d'articles sont extrêmement précieux. *Adam Smith, 1726-1776, Lectures to commemorate the sesquicentennial of the publications of « The Wealth of Nations »*, The University of Chicago Press, Chicago, 1928 contient, en particulier, les contributions célèbres de Douglas et de Viner. A l'occasion du bicentenaire de la Richesse des Nations, quatre ouvrages collectifs importants parurent:

Skinner A.S. et Wilson T., *Essays on Adam Smith*, Oxford University Press, At Clarendon, Press, 1976.

Skinner A.S. et Wilson T., *The market and the state, Papers in honour of Adam Smith*, At Clarendon Press, 1976.

O'Driscoll G.P., *Adam Smith and modern political economy, Bicentennial essays on The Wealth of Nations*, The Iowa State University Press, Ames, 1979.

«Adam Smith, bicentennial issue », *History of Political Economy*, vol.8, n°4, Winter 1976.

West E.G., *Adam Smith and modern economics, from market behaviour to public choice*, Edward Elgar, Aldershot, 1990.

En dehors des ouvrages cités, en particulier des livres de Cropsey et de Brown et de la préface de Macfie et de Raphael à *La théorie des sentiments moraux*, on consultera sur la dimension philosophique de l'œuvre de Smith, les ouvrages suivants:

Macfie A.L., *The individual in society: Papers on Adam Smith*, Allen & Unwin, Londres, 1967.

Campbell T.D., *Adam Smith's science of morals*, Allen & Unwin, Londres, 1971.

Winch D., *Adam Smith's politics*, Cambridge University Press, 1978.

L'information sera complétée par les articles suivants:

Bitterman H.J., «Adam Smith's empiricism and the law of nature », *Journal of Political Economy*, vol.48, n°4, août 1940, pp. 487-520, octobre 1940, pp. 703-734.

Thomson H.F., «Adam Smith's philosophy of science», *Quarterly Journal of Economics*, may 1965, pp. 212-224.

Anspach R., «The implications of "The theory of moral sentiments " for Adam Smith's economic thought», *History of Political Economy*, vol.4, n°1, spring 1972, pp. 172-206.

Sur la théorie de la valeur et de la distribution, on consultera notamment:

Benetti C., «La question de la gravitation des prix de marché dans la Richesse des Nations», *Cahiers d'Economie Politique*, n°6, 1981, p. 9-32.

Douglas P.H., «Smith theory of value and distribution», in *Adam Smith, 1776-1926*, The University of Chicago Press, 1928, Chicago, 1928.

Meek R.L., «Adam Smith and the classical theory of profit», *Scottish Journal of Political Economy*, Vol.1, juin 1954, pp. 138-153.

Robertson H.M. and Taylor W.L., «Adam Smith's approach to the theory of value», *Economic Journal*, vol. 67, juin 1957, pp. 181-198.

Rosenbluth G., «A note on labour, wages and rent in Smith's theory of value», *Canadian Journal of Economics*, Vol 2, n°2, may 1969, pp. 271-287.

Kaushil S., «The case of Adam Smith's value analysis», *Oxford Economics Papers*, Vol.25, n°1, mars 1973, pp. 60-71.

Samuelson P.A., «A modern theorist's vindication of Adam Smith », *American Economic Review*, vol. 67, n°1, février 1977, pp. 42-49

La théorie des quatre étapes a été étudiée surtout par Meek:

Meek R.L., «The scottish contribution to marxist sociology» in *Economics and ideology and others essays*, *Studies in the development of economic thought*, Chapman et Hall, Londres, 1967.

Meek R.L., «Smith, Turgot and the "four stages" », *History of Political Economy*, 1971, vol.3, n°2, pp. 225-237.

Meek R.L., *Social Science and the ignoble savage*, Cambridge University Press, 1976.

L'analyse smithienne de la division du travail a fait l'objet d'une controverse suscitée par la contribution de E.G. West, l'article de Meek et Skinner explique l'évolution de la pensée de Smith dans ce domaine.

West E.G. (1964), «Adam Smith's on the division of labour: Two views or one », *Economica*, vol.31, pp. 23-32.

Meek R.L. et Skinner, «The development of Adam Smith's ideas on the division of labour », *Economic Journal*, 1973, vol. 83, pp. 1094-1116.

Arrow K.J., «The division of labor en the economy, the polity and Society», in O'Driscoll *Adam Smith and Modern political economy*, Iowa State University Press, Ames, 1976.

La théorie de la croissance a été longuement analysée par Spengler. L'ouvrage de Tucker remplace l'analyse de Smith dans l'évolution de la pensée classique. La contribution d'Eltis est sans doute la synthèse la plus récente. Anspach développe un point de vue intéressant et quelque peu hétérodoxe.

Spengler J.J., «Adam Smith's theory of economic growth », *Southern Economic Journal*, 1959, Vol. 25, n°4, pp. 397-415, vol.26, n°1, pp. 1-12, avril et juillet 1959.

Tucker G.S.L. *Progress and profits in british economic thought*, Cambridge, At The University Press, 1960.

Anspach R., «Smith's growth paradigm», *History of Political Economy*, 1976, Vol.8, n°4, pp. 494-514.

Eltis W., *The classical theory of economic growth*, Macmillan Press, Londres, 1984.

L'article de Myint sur la théorie du commerce international est classique. Petrella et de Eagly comparent de façon précise les analyses que Smith et Hume font des «flux d'espèces». Laidler et Humphrey retrouvent la cohérence de l'analyse monétaire de Smith. De Boyer oppose l'analyse de Smith et la théorie quantitative. White étudie l'expérience d'un système bancaire concurrentiel en Grande-Bretagne.

Petrella F., «Adam Smith's rejection of Hume's price specie-flow mechanism: a minor mystery resolved», *Southern Economic Journal*, 1968, vol.34, n°3, janvier 1968, pp. 365-374.

Eagly R.V., «Adam Smith and the specie-flow doctrine», *Scottish Journal of Political Economy*, 1970, vol.17, n°1, pp. 61-68.

Myint H., «Adam Smith's theory of international trade in the perspective of economic development », *Economica*, vol. 44, août 1977, pp. 231-248.

Laidler D., «Adam Smith as a monetary economist », *Canadian Journal of Economics*, 1981, vol. 14, n°2, pp. 185-200.

Humphrey T.M., «Adam Smith and the monetary approach to the balance of payments », *Federal Reserve Bank of Richmond Economic Review*, 1981, vol.67, n°6, pp. 3-10.

White L.H., *Free banking in Britain, Theory, experience and debate, 1800-1845*, Cambridge University Press, Cambridge, 1984.

De Boyer J., «Adam Smith et la théorie quantitative de la monnaie», *Cahiers d'Economie Politique*, n°13, 1987, pp. 47-71.

Sur l'Etat et la politique économique, la contribution de Viner est irremplaçable. Le livre de Myint analyse le développement de la théorie du bien-être depuis Adam Smith. Les articles plus récents de Skinner, Musgrave, Peacock et West permettent de compléter l'analyse et l'information.

Viner J., «Adam Smith and laissez faire», in *Adam Smith, 1776-1926, Lectures to commemorate the sesquicentennial of the publication of "The Wealth of Nations"*, University of Chicago Press, 1928.

Myint H., *Theories of welfare economics*, Londres, 1948.

Skinner A.S., *Adam Smith and the role of State*, University of Glasgow Press, Glasgow, 1974.

Peacock A., «The treatment of the principles of public finance in *The Wealth of Nations*», in *Essays on Adam Smith*, Skinner A.S. et Wilson T. (éditeurs), Oxford, 1976.

Musgrave R.A., «Adam Smith on public finance and distribution», in *The market and the state: Papers in honour of Adam Smith*, Skinner A.S. et Wilson T. (éditeurs), Oxford, 1976.

West E.G., «Adam Smith's public economics: a re-evaluation », *Canadian Journal of Economics*, vol. 10, n°1, février 1977, pp. 1-18.